

**VENDREDI 14 FEVRIER 2014**

- = Le prix du pétrole et l'EROEI p.1
- = Le prix du pétrole p.4
- = Le peak oil serait dépassé! p.7
- = La Fed n'arrive PAS à relancer la croissance p.10
- = Les malheurs du Mogambo p.12
- = Réunion secrète sur l'avenir de la Grèce p.14
- = « Pour la BCE, il n'y a pas de déflation en Europe... C'est faux et c'est encore plus grave ! Explications ! » p.17
- = Le taux de chômage en Grèce atteint 28 %, un nouveau record et 62 % chez les jeunes... p.22
- = Pour certains, le prix de l'or n'a pas encore touché le fond... à voir !! p.27
- = (Canada) Le manifeste des économistes progressistes ... p.30
- = À la recherche d'une nouvelle stabilisation p.33
- = Dette, travail et inégalités... quoi faire? p.34
- = Une déflation serait la dernière défaite de l'euro p.35
- = Investissement: Gros nuages sur le financement des infrastructures p.39
- = Alerte ROUGE et censure étrange p.42
- = Votre écran vaut de l'or... ou du saphir p.43
- = Montebourg veut redresser productivement l'Euro à coups de pelle dans la nuque p.46
- = Croissance : l'Europe reste à la traîne des Etats-Unis p.51
- = Le gouvernement japonais appelle les services publics à dépenser 40 milliards d'euros p.52



## Le prix du pétrole et l'EROEI

Dr Thomas Chaize 23 janvier 2014

Le pétrole conventionnel est un pétrole qui a subit un cycle complet de formation et qui est stocké dans une roche réservoir « *accessible* » (Si ce réservoir est à 4 000 mètres de profondeur, sous l'arctique ou sur la lune cela n'est plus du pétrole conventionnel). Depuis quelques années, la hausse de la production mondiale de pétrole (de liquide pour être précis) cache la baisse de la production de pétrole conventionnel. Où est le problème : pétrole conventionnel ou non conventionnel si cela fait avancer ma voiture ! Pas si simple, le pétrole non conventionnel coute beaucoup plus cher à produire que le pétrole conventionnel, en dollars (ou de n'importe quelle autre devise) et surtout en énergie (beaucoup plus grave).

Quand une banque prête de l'argent pour un projet elle cherche, naturellement, à connaître sa rentabilité. Pour faire court, elle prête de l'argent et mesure la rentabilité du projet avec ce que cela peut générer, logique (IRR : **R**ate of **R**eturn).

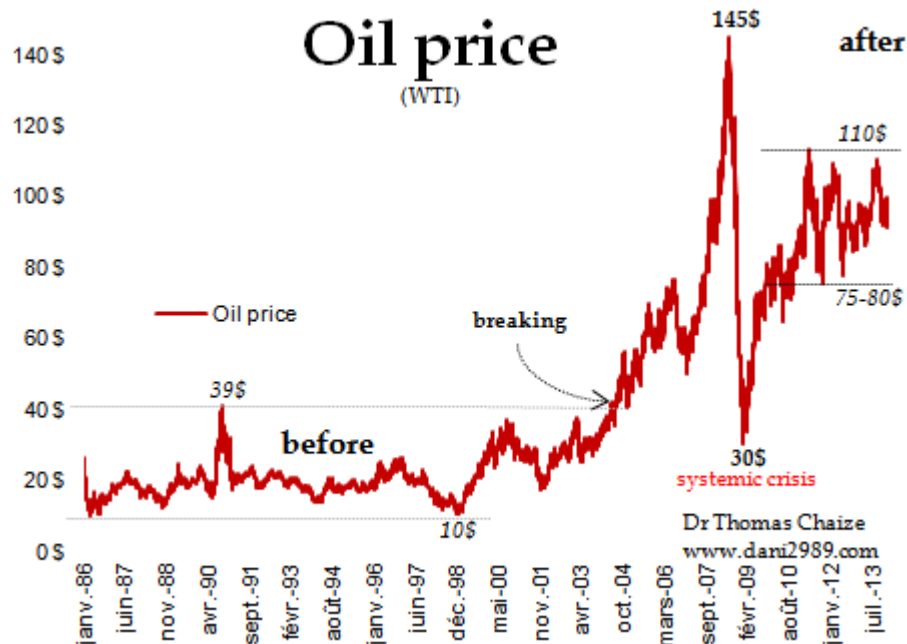
Faisons la même chose avec le pétrole : mesurer la production de pétrole et la comparer au pétrole investi. L'outil existe, c'est L'**EROEI** (**E**nergy **R**eturned **O**n **E**nergy **I**nvested ou **T**aux de **R**etour **E**nergétique en français). C'est le ratio de la quantité d'énergie utilisée par rapport à la quantité d'énergie produite. Si le chiffre est inférieur à 1 c'est que vous avez consommé plus d'énergie que n'en produira le projet. En clair, si vous consommez deux barils pour un produire un cela n'est pas rentable!

Il y a 150 ans, vous pouviez creuser un trou à la pelle en Pennsylvanie, éponger le pétrole avec quelques vieux chiffons et produire seul du pétrole. En 1930, vous ne pouviez plus le produire seul car vous aviez besoin d'effectuer un forage de plusieurs centaines de mètres pour atteindre le pétrole. Pour Cutler Cleveland, de l'université de Boston, en 1930 il fallait utiliser un baril de pétrole (énergie, acier, transport, travail...) pour produire cent barils de pétrole conventionnel (EROEI de 100). En 1970, il faut partir dans le golf persique et pour un baril de pétrole vous en produisez vingt à trente (EROEI de 20-30). Aujourd'hui vous devez partir au large du Brésil, voir même en Antarctique et pour un baril de pétrole vous produisez huit à dix barils (EROEI 8-10). Pour le pétrole non conventionnel le ratio est encore plus faible. Par exemple, pour les sables bitumineux le ratio tombe entre huit et cinq, voir à deux pour certains auteurs. Cela n'a finalement pas beaucoup d'importance de consommer plus de dollars ou d'euros pour produire du pétrole, c'est dans l'ordre des choses avec la croissance exponentielle de la masse monétaire. Ce qui compte vraiment, le cœur du problème, c'est le rapport entre l'énergie consommée et l'énergie produite. Le jour où il faudra deux barils pour en produire un, même à 1000 000\$ le baril, cela ne marchera plus. La véritable question n'est pas combien de dollars pour un baril (« no limite » vue la vitesse à laquelle augmente la masse monétaire) mais **combien de baril pour un baril !**

L'EROEI est un calcul théorique sujet à débat, observons juste la tendance : **nous consommons de plus en plus d'énergie pour produire un baril pétrole** (si vous ne devez retenir qu'une chose de ces lignes c'est celle-ci). Cette tendance confirme ce qui est observé partout de façon empirique. En 1960, la production off shore représentait 10% de la production mondiale, aujourd'hui plus de 30%. Dans les années 70, la profondeur des forages étaient de quelques centaines de mètres, aujourd'hui nous sommes à l'off shore ultra profond avec 2 ou 3 km de colonne d'eau... Les couts de

développement sont tellement élevés que même les « *supermajor* » sont obligées de s'associer pour y faire face.

Voilà pourquoi le prix du pétrole est structurellement, définitivement, dans un super cycle haussier, petit à petit, année après année il faut consommer toujours plus d'énergie pour produire la même quantité de pétrole. C'est une « *tendance manifeste* », il est généralement préférable de ne pas s'y opposer.



La vraie question depuis presque 10 ans (+/- 2005), n'est plus « *faut-il investir dans le secteur pétrolier ?* » mais comment faire : Junior ou supermajor, pétrole conventionnel ou pétrole de schiste ? Gaz naturel ou pétrole, Uranium ou charbon, barrage hydraulique ou éolien, solaire ou géothermie, Centrale au charbon ou gaz naturel, Forage onshore ou offshore, quelle répartition des actifs, combien de temps, de réserves, de risques politiques ?

Attention, une fois la tendance identifiée, il n'existe malheureusement pas de recette miracle, pour paraphraser Peter Lynch, qui est à l'investissement ce que Rockefeller est au pétrole : « *Investir est un art, pas une science* ».

Chaque investisseur ou gérant doit chercher sa solution en fonction : du temps d'investissement (court, moyen, long ou très long terme), des risques, de l'effet de levier, de la diversification, des capitaux, de sa psychologie...

Il existe des « *méthodes* » que l'on peut répartir en deux grands courants :

1° l'analyse fondamentale (approche comptable (investisseur) : Warren Buffet, Peter Lynch, Ralph Wanger...),

2° l'analyse technique (approche psychologique (trader)).

(Vous avez aussi l'efficacité des marchés qui consiste à dire qu'il n'y a aucune méthode possible, approche universitaire...).

L'efficacité de ces méthodes tient plus de l'expérience et de l'habileté de son utilisateur que de la méthode en elle-même.

Mais quelque soit le support, la méthode et votre expérience, si vous suivez la bonne tendance vous augmentez considérablement vos chances de réussite...

## Le prix du pétrole

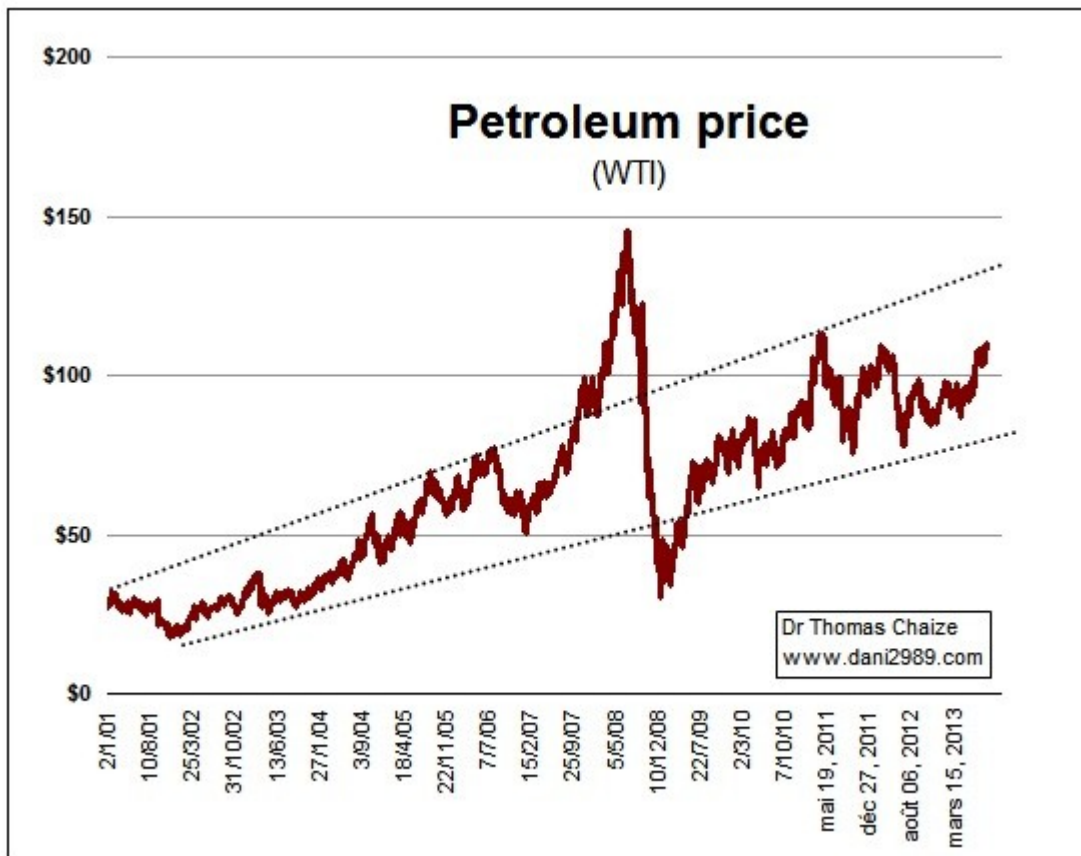
Dr Thomas Chaize 13 septembre 2013

Le prix du pétrole est dans une tendance haussière depuis 1998. D'un point de vue de l'analyse fondamentale, à très long terme, le moteur de cette hausse du prix du baril est la divergence entre deux tendances majeures : le « *peak oil* » et la hausse de la demande mondiale d'or noir. Avec l'analyse technique nous pouvons suivre graphiquement l'évolution de cette tendance.

### **1. Canal oblique long terme.**

Le prix du baril de pétrole est dans un canal haussier depuis plus d'une décennie, seules les hausses historiques de juillet et la crise de 2008 ont réussi à le faire sortir de ce canal.

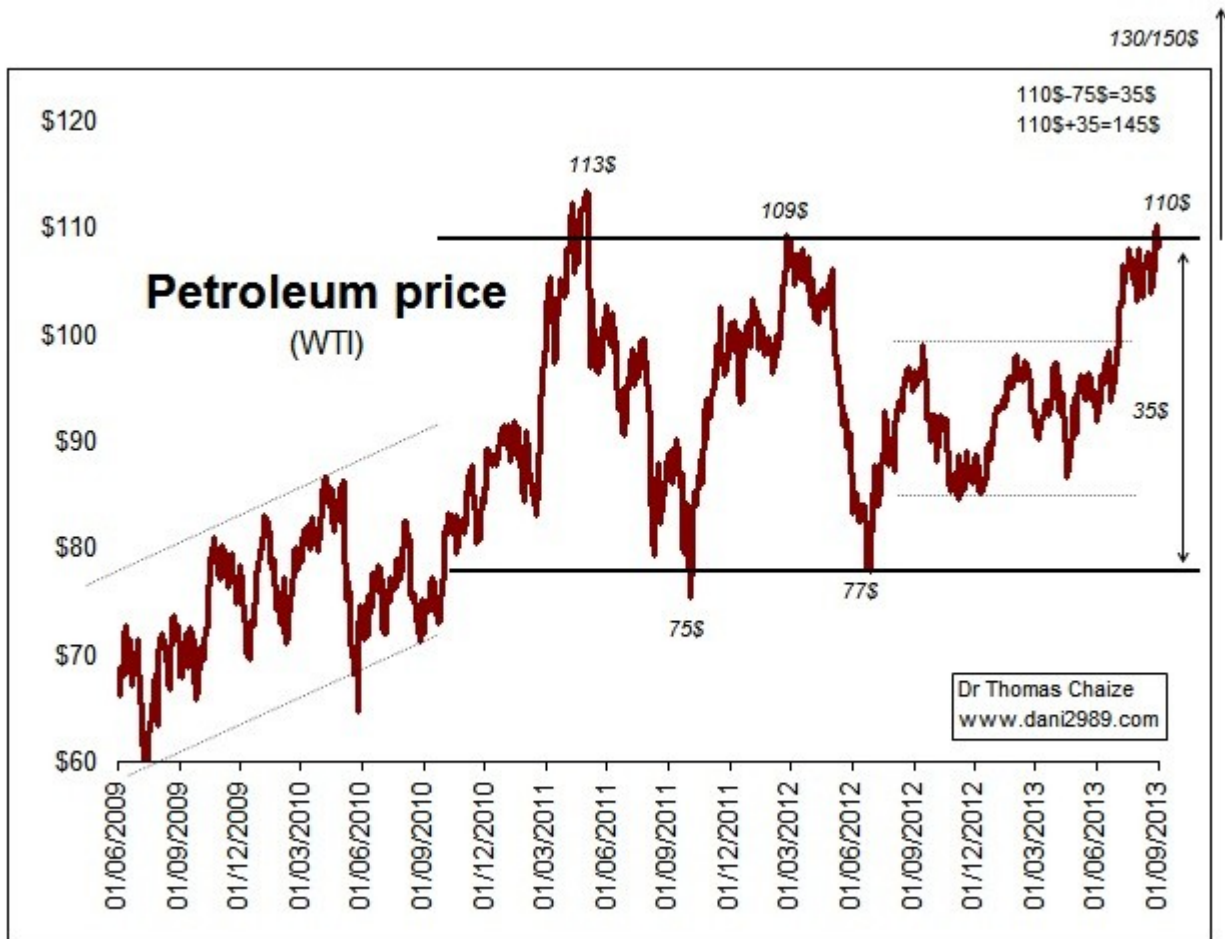
Il me semble probable que le prix du pétrole restera dans ce canal encore très longtemps. Car fondamentalement toutes les forces du marché (producteurs et consommateurs) sont arrivées à une sorte de consensus. Le prix du pétrole ne doit pas trop monter pour ne pas provoquer une crise, comme en 2008, et ne doit pas trop baisser pour que les investissements pharaoniques, nécessaires à la production de pétrole continuent.



## 2. Canal horizontal moyen terme.

Depuis 3 ans, nous sommes dans un monde presque parfait pour les grands acteurs du pétrole (producteurs et consommateurs). Le prix du pétrole s'est stabilisé dans un canal horizontal compris entre 75 et 110 dollars le baril avec un prix moyen aux alentours de 90\$ le baril.

Il me semble difficile de garder cet équilibre du prix du pétrole très longtemps, dans une économie mondialisée. Mais il est compliqué d'évaluer précisément quand aura lieu la rupture de ce canal horizontal (cette saison ? la suivante ?).



### 3. Perspectives.

Le maintien à long terme du prix du baril de pétrole (WTI) dans le canal oblique haussier « *long terme* » me semble probable pour une longue période (entre 75-80\$ et 130-150\$).

Le canal horizontal « *moyen terme* » semble plus fragile. Une sortie par le haut du canal, par effet de balancier, ouvrirait la porte des 130-150\$. Ce qui correspond au haut du canal oblique long terme et au record historique de juillet 2008...

Une sortie, par le bas du canal horizontal moyen terme et du canal oblique long terme en dessous de 75\$ le baril, me semble peu probable car beaucoup trop dévastatrice pour l'exploration, le développement des sables bitumineux, les huiles lourdes, l'off shore profond, le pétrole de schiste...

Si cela arrivé ce serait une occasion historique d'investir car la tendance long terme ne serait pas remise en cause.

Pour résumer, dans les 1-3 ans à venir, il y a de très fortes probabilités pour que le prix du pétrole se maintienne au dessus de 75\$. Le haut « *raisonnable* » est à 110\$, et si poussée de fièvre, le sommet suivant se

trouve à 130-150\$.

## Le "peak oil" serait dépassé !

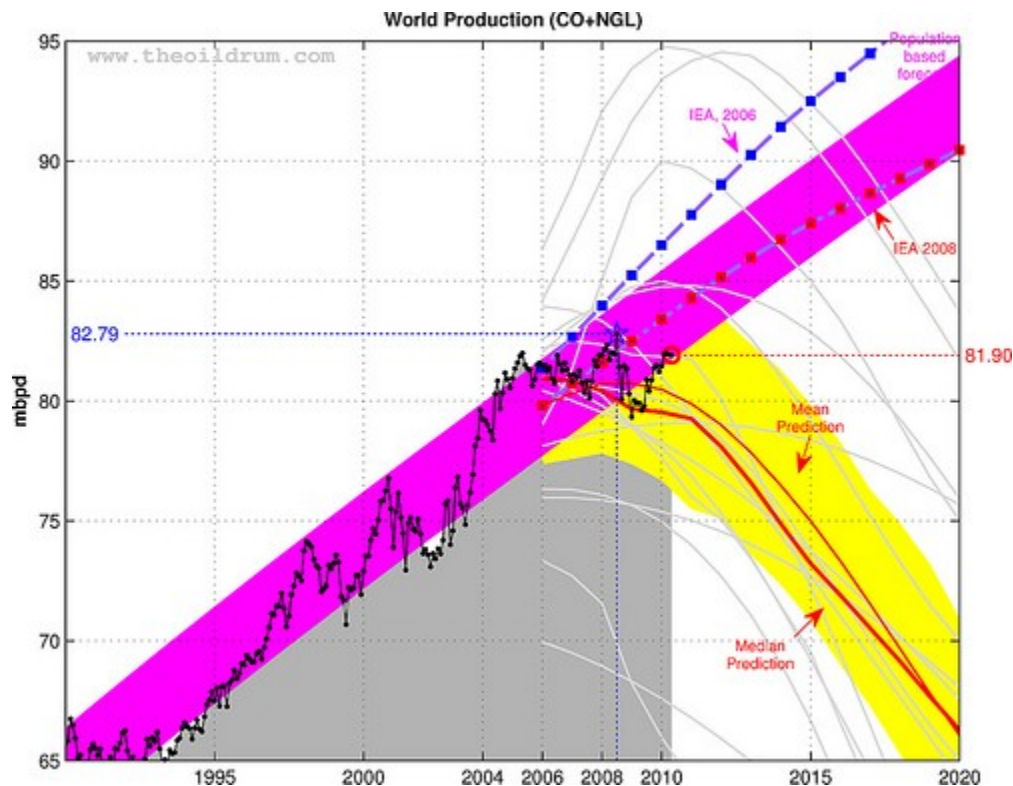
Benoit Thévard Dimanche 3 octobre 2010

C'est du moins l'avis de Luis de Sousa (membre de l'ASPO Portugal) ce 29 Septembre, sur les sites "[The Oil Drum](#)" et "[European Tribune](#)":

*"Le pic pétrolier n'est plus l'objet de débat (...) les projections et prévisions sur la date de diminution de la production pétrolière font désormais partie de l'histoire."*

Le seul moyen de savoir quand aura lieu le pic pétrolier, c'est de le dépasser et de constater la diminution de la production mondiale. Or il semble que ce soit le cas aujourd'hui.

L'auteur illustre son article avec le graphique suivant :



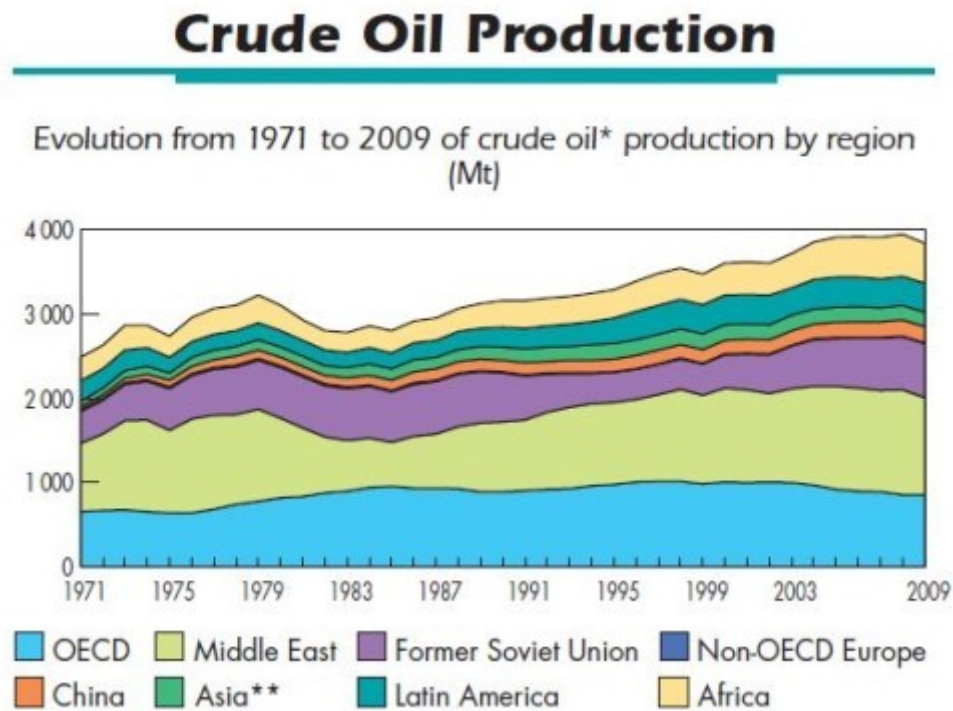
Il s'agit de la **courbe de production de pétrole brut + carburant liquide de gaz naturel** (noire), accompagnée de la croissance théorique de la consommation (zone violette), des différents scénarios de l'IEA (carrés rouges et bleus) et des prévisions de l'ASPO (courbes rouges et zone jaune).

Nous observons **un plateau depuis 2004** et une **production qui ondule**,

indépendamment des prix du marché. La crise financière mondiale aurait formé cette stabilisation, se substituant à un pic plus abrupte et plus élevé.

On constate également une **tendance à la baisse pour les derniers chiffres** (entourés en rouge) mais **il faudra surveiller** si la tendance se confirme dans les mois qui viennent **pour parler d'une réelle déplétion**.

On peut observer par ailleurs que **les courbes de l'IEA (Agence Internationale de l'Energie)** présentent globalement **le même profil**, c'est-à-dire un plateau qui a commencé en 2004:



Les données concernent le pétrole brut, les carburants liquides de gaz naturel, les matières premières, additifs et autres hydrocarbures.

**La production est géographiquement répartie** de la manière suivante :



Producers	Mt	% of world total
Russian Federation	494	12.9
Saudi Arabia	452	11.8
United States	320	8.3
Islamic Rep. of Iran	206	5.4
People's Rep. of China	194	5.0
Canada	152	4.0
Mexico	146	3.8
Venezuela	126	3.3
Kuwait	124	3.2
United Arab Emirates	120	3.1
Rest of the world	1 509	39.2
<b>World</b>	<b>3 843</b>	<b>100.0</b>

2009 data

Les chiffres montrent donc un **plafonnement de la production mondiale depuis 6 ans**. Nous devons donc **être attentifs** aux prochaines données publiques et à **l'évolution des courbes**. Si la tendance se confirme, **le manque risque de se faire rapidement ressentir** sur les marchés.

En effet, la consommation ne peut diminuer que si elle est **le symptôme d'une crise ou d'une récession**.

## **La Fed n'arrive PAS à relancer la croissance**

14 fév 2014 | **Bill Bonner**

▪ Nous sommes allé à Aiken, en Caroline du sud, en partie pour oublier la neige et la glace du Maryland... et en partie pour qu'Elizabeth puisse participer à des concours d'équitation. Mais le Vieil homme Hiver a dû se glisser à l'arrière de la voiture. Il est arrivé en Caroline en même temps que nous. Une tempête de neige a frappé, immobilisant quasiment tout le sud des Etats-Unis. Les chevaux sont restés à frissonner dans leurs étables. Et nous étions coincés aussi...

Mais revenons-en aux nouvelles financières...

Les actions semblent ne pas savoir quelle direction prendre. L'or paraît vouloir grimper.

Nous sommes d'avis que l'or ne va pas monter très haut... pour l'instant. Il y a peu de pression inflationniste. Quant aux attentes de hausse des prix grâce au QE, elles ont largement disparu de l'imagination des investisseurs. Plus nous observons les politiques expérimentales de la Fed, plus nous réalisons qu'elles ne stimulent ni la reprise... ni l'inflation. Nous sommes au Japon, en d'autres termes — et nous y serons peut-être pendant très, très longtemps. Buenos Aires va devoir attendre !

Cette semaine, les politiciens américains ont décidé que le plafond de la dette ne causerait aucun drame en 2014.

Les finances gouvernementales US semblent plus saines. Le déficit de janvier n'était que de 10 milliards de dollars... par rapport à 100 milliards pour la même période il y a un an. Le Congressional Budget Office prévoit un manque de 514 milliards de dollars cette année... et un déficit de 478 milliards en 2015.

*Les déficits sont un moyen, pour les autorités, de gaspiller de l'argent pour leurs projets favoris*

Ce sont de bonnes nouvelles, non ? Eh bien... tout dépend de votre point de vue. Les déficits sont un moyen, pour les autorités, de gaspiller de l'argent pour leurs projets favoris. Des milliards pour les banquiers. Des milliards pour les retraités. Des milliards pour les éclopés. Retirez

ces milliards et nous nous en sortirions mieux à long terme. Les dépenses gouvernementales sont consommées, non investies. Elles ne font pas grand'chose pour la construction d'une vraie économie.

#### ▪ **Il y a demande et demande...**

Mais les déficits sont aussi une "relance". Quand les banques ne veulent pas prêter et que les gens ne veulent pas emprunter, les dépenses gouvernementales sont l'unique moyen ou presque de faire parvenir de l'argent entre les mains des consommateurs. A court terme au moins, cet argent maintient les lumières allumées et les rouages en mouvement.

Les économistes sont de tels benêts qu'ils pensent que les dépenses gouvernementales valent autant que des dépenses du secteur privé. Ils ne peuvent pas non plus faire la différence entre une "demande" qui vient de vrais gens, avec du vrai argent gagné grâce à de vrais salaires... et la

"demande" provenant des autorités dépensant l'argent bizarre de la Fed. La différence entre ces deux "demandes" est cruciale. L'une mène à une véritable croissance et à la prospérité. L'autre mène à une bulle de dette désastreuse et à la pauvreté.

Mais rappelez-vous, tout ça, c'est à long terme. A court terme, nous sommes dans une période de désendettement à la japonaise. L'assouplissement quantitatif et les dépenses déficitaires n'ont pas suffi à vaincre la résistance du secteur privé à s'endetter plus encore. Comme au Japon, seul le secteur public — que son petit coeur sec en soit béni — s'enfonce de plus en plus profondément dans la dette.

Les autorités ont déjà plus de dettes qu'elles ne peuvent en rembourser. La plus grande histoire financière du prochain quart de siècle, ce sera ce qui arrivera à cette dette.

Restez à l'écoute...

## [Les malheurs du Mogambo](#)

14 fév 2014 | [Le Mogambo Guru](#)

▪ La scène s'ouvre sur des lumières tournoyant dans un arrière-plan sombre et sinistre, en un kaléidoscope incohérent de lumière et d'obscurité. Au loin, on entend hurler des sirènes. Le visage à moitié dans l'ombre, j'essuie sans réfléchir le canon étincelant de ce qui semble être une mitrailleuse. Je contemple avec lassitude l'objectif de la caméra.

Les yeux plissés, injectés de sang, je regarde à gauche et à droite comme le rat apeuré que je suis, et bredouille fiévreusement dans un souffle rauque : "La Réserve fédérale monétise la dette ! Nous Sommes Condamnés (NSC) !"

*Tout est financé par cette diable de Réserve fédérale qui crée des montagnes de monnaie et de crédit pour payer tout cela.*

Comme le laisse transparaître la peur hystérique dans mes yeux, ceci n'est que la partie émergée de l'iceberg, puisque ce gouvernement de poules mouillées a atteint de nouvelles profondeurs dans la dépravation en admettant s'être engagé activement dans la manipulation du marché des actions, du marché des obligations, du marché immobilier, du marché des prêts étudiants et à présent des marchés de l'or et de l'argent-

métal. Tout. Il les "soutient" comme il dit mais tout est financé par cette diable de Réserve fédérale qui crée des montagnes de monnaie et de crédit pour payer tout cela.

Peut-être cette connaissance horrible, cauchemardesque, de fraude et de corruption généralisée officielle provoque-t-elle ma mine de peur angoissée, tout comme cet air de colère que j'arbore lorsqu'au golf, la balle que j'ai envoyée rate le trou de quelques centimètres ou tombe dans un bunker, ou, pire traverse tranquillement tout le green, comme pour me ridiculiser, avant de tomber droit dans le bunker de l'AUTRE côté de ce satané green, et c'est là que, grimaçant, je me mets à hurler : "Tais-toi ! Tais-toi ! Tu me le paieras, espèce de stupide balle !"

Ou peut-être mon indignation refoulée me fait ressortir ces yeux injectés de sang, comme lorsque mon putt, pour un double bogey, frôle et ressort du trou, ou la façon dont je serre mes poings de rage lorsqu'un imbécile se croit autorisé à me dire : "Hé, idiot ! Tu es nul ! Prends donc des leçons de golf ! Tu en as besoin !"

#### ▪ Et ce n'est pas tout !

Peut-être est-ce toutes ces choses, ou même d'autres inquiétudes inquiétantes comme, oh, je ne sais pas, peut-être lorsque votre femme empoisonne votre nourriture. Même si elle le nie et accède tout de suite à votre demande d'échanger vos assiettes à chaque bouchée, vous pouvez la voir subrepticement surveiller le moindre de vos gestes, son esprit mesquin fomentant des plans obscurs pour mener à bien son diabolique complot.

*D'orgueil, je bombe le torse et réponds : "Oui, c'est bien moi !"*

Ou peut-être le pire est-ce ces gens qui viennent me voir en me disant : "Hé ! C'est pas vous cette Grande Gueule Stupide de Mogambo (GGSM) qui me crie dessus pour que j'achète de l'or et de l'argent-métal depuis tout ce temps, et si je ne le fais pas, qui me crie dessus pour me dire à quel point je suis stupide ?"

D'orgueil, je bombe le torse et réponds : "Oui, c'est bien moi !"

C'est alors que je dois les écouter me traiter de tous les noms et se moquer de moi, méprisants, puisque l'or et l'argent-métal ont été de très mauvais investissements ces deux dernières années grâce à la manipulation du gouvernement... alors que les actions et les obligations ont augmenté,

toujours grâce à la manipulation du gouvernement.

Par conséquent, comme je le répète toujours, malheur à moi.

Je souffre le tourment d'avoir Absolument Raison (AR) car l'histoire montre que l'or et l'argent-métal sont les meilleurs investissements lorsque les gouvernements agissent de façon étrange budgétairement et/ou monétairement parlant. A présent la banque centrale américaine a créé de façon si insensée tellement de monnaie et de crédit que tout et tout le monde est extraordinairement endetté de plus de 400% — voire 700% ! — du PIB !

Et cependant le prix de l'or et de l'argent-métal a diminué jusqu'à atteindre essentiellement le coût de production, grâce aux interventions et manipulations du gouvernement. C'est ainsi que ces crétins se sentent autorisés à venir me voir et coller leurs stupides petites faces devant ma stupide petite face et osent — osent ! — me critiquer parce qu'ils ont acheté de l'or, alors qu'ils devraient être à genoux (à genoux !) à me remercier (remercier !) pour leur avoir dispensé (dispensé !) un Conseil de Mogambo l'Immortel (CMI) comme celui-ci : "Achetez de l'or, de l'argent-métal et du pétrole et si vous ne le faites pas, je vous prouverai que vous êtes un crétin — et sans doute un crétin keynésien, la pire sorte de crétin !"

## **Réunion secrète sur l'avenir de la Grèce**

Par Mish - *Global Economic Analysis*  
Publié le 14 février 2014

Combien de temps les réunions secrètes de la BCE peuvent-elles rester secrètes ? Quelque chose comme trois jours, et encore. Le Wall Street Journal parlait aujourd'hui d'une réunion secrète sur les finances Grecques qui s'est tenue lundi soir.

Voici un extrait de l'article [Greece Creditors, France, Germany Held Secret Meeting Monday](#) :

Les hauts représentants se sont retirés à la suite de la réunion sur les finances de la zone Euro qui se tenait lundi dernier à Bruxelles pour discuter en secret des inquiétudes quant au plan de sauvetage de la Grèce.

Le ministre grec des finances, Yiannis Stournaras, qui parlait alors à la presse dans le bâtiment de l'autre côté de la rue, n'y a pas été invité.

Les représentants du FMI, de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne, et les ministres des finances de France et d'Allemagne étaient présents.

Lors de cette réunion, ils ont cherché à trouver des solutions aux deux problèmes qui menacent de fragiliser la reprise économique en Grèce et dans la zone Euro.

Ils ont parlé de pousser le gouvernement grec à mettre en place des réformes structurelles impopulaires, et de récolter suffisamment de fonds pour couvrir le déficit financier du pays pour la deuxième moitié de l'année, soit entre 5 et 6 milliards d'euros.

La réunion aurait été peu concluante.

### **Des crédateurs inquiets**

Les crédateurs sont inquiets de l'éventuelle incapacité de la Grèce à rembourser ses prêts. Et ils ont raison de l'être, parce qu'il est virtuellement impossible que la Grèce rembourse un jour ses plans de sauvetage.

Il vaut toutefois mieux de s'inquiéter de ce genre d'éventualité avant que des prêts soient accordés. Il est trop tard pour s'inquiéter de prêts qui ont déjà été accordés. Il est toutefois encore temps de ne pas faire l'erreur de prêter davantage.

### **Politique**

La popularité de la coalition Nouvelle démocratie du premier ministre Antonis Samaras est tombée en morceaux. Si des élections devaient se tenir aujourd'hui, il ne fait aucun doute que le parti de l'opposition, SYRIZA, en sortirait gagnant.

Le chef du parti SYRIZA, Alexis Tsipras, qui s'oppose aux mesures d'austérité et a décrété que son parti ne rembourserait pas les 325 milliards de dollars de prêts accordés par la Troïka FMI-BCE-UE, pense que les gauchistes sont sur le point d'arriver au pouvoir.

Pour plus de détails, je vous conseille de lire : [SYRIZA Surges in Greek Polls, Would Win Election if Held Today; Message People Want to Hear; Contagion Guarantee.](#)

Tsipras est depuis revenu sur certaines de ses menaces, mais je suspecte qu'il ne l'ait fait que pour augmenter ses chances d'être élu.

Pour répéter ce que j'ai déjà dit...

### **Le défaut est assuré**

Que ce soit de manière traditionnelle ou par le biais de promesse qui ne peuvent pas être tenues, la Grèce fera défaut de sa dette. Et quand elle le fera, les citoyens allemands découvriront que la promesse faite par Angela Merkel que les contribuables de son pays n'auront pas à en payer le prix est aussi creuse que les lapins de Pâques en chocolat.

Voici le calcul des pourcentages de responsabilité des contribuables des pays d'Europe.

### **Contribution à la stabilité financière de la zone Euro**

<b>Pays</b>	<b>Engagements en millions d'euros</b>	<b>Pourcentage</b>
Autriche	€ 21,639.19	2.78%
Belgique	€ 27,031.99	3.47%
Chypre	€ 1,525.68	0.20%
Estonie	€ 1,994.86	0.26%
Finlande	€ 13,974.03	1.79%
France	€ 158,487.53	20.32%
Allemagne	€ 211,045.90	27.06%
Grèce	€ 21,897.74	2.81%
Irlande	€ 12,378.15	1.59%
Italie	€ 139,267.81	17.86%
Luxembourg	€ 1,946.94	0.25%
Malte	€ 704.33	0.09%

Pays-Bas	€ 44,446.32	5.70%
Portugal	€ 19,507.26	2.50%
Slovaquie	€ 7,727.57	0.99%
Slovénie	€ 3,664.30	0.47%
Espagne	€ 92,543.56	11.87%
Europe des 17	€ 779,783.14	100%

Source : [European Financial Stability Facility](#)

Notez que la Grèce porte la responsabilité de 2,81% du défaut grec. Cela peut-il fonctionner ?

Non. Prenez donc ce pourcentage et distribuez-le aux autres. Et qu'est-ce que l'Espagne est sensée faire avec 12% de 325 milliards d'euros de défaut ?

### **Une contagion garantie**

Remercions les illettrés économiques de la Troïka pour cette idée merveilleuse.

La Grèce pourrait avoir fait défaut en 2009 et laissé derrière elle 40 à 50 milliards d'euros de dégâts. Dans une tentative de prévenir une contagion, ces dégâts relativement raisonnables se sont transformés en un gros problème aux 325 milliards d'euros.

Attendez-vous à entendre le mot 'contagion' dans toutes les bouches dans les mois à venir.

Voici une question que j'ai posée dans mon article [Prisoner's Dilemma Game in Greece; Contagion-Spread Eurozone Breakup More Likely Now; How will Greece NOT pay back €320 billion?](#)

Angela Merkel, quand allez-vous admettre cette erreur, et qu'allez-vous faire pour la réparer ?

### **Des résultats 'peu concluants'**



La réunion a été 'peu concluante'.

Si la Troïka voulait organiser des réunions secrètes réalistes, elle y inviterait la Grèce et discuterait de comment contenir au mieux un défaut de la Grèce. Mais elle se concentre sur l'idée illusoire qu'elle sera capable d'empêcher un défaut.

## **« Pour la BCE, il n'y a pas de déflation en Europe... C'est faux et c'est encore plus grave ! Explications ! »**

Charles Sannat 14 février

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Cela faisait quelques jours que je voulais revenir sur cette notion de déflation. En effet, lors de sa dernière conférence de presse concernant la conjoncture et la politique de la BCE de la semaine dernière, son gouverneur, Mario Draghi à une question d'un des journalistes présents qui demandait « l'Europe est-elle en déflation » avait répondu « non, l'Europe n'est pas en déflation, la hausse des prix se poursuit » !

Cette réponse, qui a semblé convenir à tous les journalistes, à tous les analystes financiers, à tous les investisseurs, est totalement fausse, erronée et je pense que Mario Draghi le sait pertinemment mais qu'il passe outre la vérité et la réalité comme c'est le cas de tous nos dirigeants depuis le début de cette crise en 2007.

### **La déflation c'est quoi ?**

La déflation c'est l'exact contraire de l'inflation... Vous me direz, nous voilà bien avancés avec une telle explication ! Rassurez-vous, je ne vais pas vous laisser au milieu du gué ! Reprenons donc pour ceux qui n'auraient pas eu la chance d'avoir des cours d'économie (et en plus avec un bon prof) !

On peut définir l'inflation de deux façons un peu différentes à savoir que c'est « l'augmentation généralisée du niveau des prix », en clair tous les prix montent, montent, montent, plus ou moins vite soit dit en passant, soit on peut voir l'inflation comme étant l'érosion du pouvoir d'achat de votre monnaie, puisqu'il faut de plus en plus de la même monnaie pour acquérir la même chose !

La déflation c'est le phénomène exactement opposé ! C'est donc la baisse généralisée du niveau des prix ou, si on regarde la monnaie, l'appréciation du pouvoir d'achat de votre monnaie dans la mesure où comme les prix baissent, avec la même quantité de monnaie vous achetez de plus en plus de la même chose ! C'est l'inverse de l'inflation !

### **Quels phénomènes constate-t-on en Europe ?**

Mario Draghi dit : comme les prix montent (ce qui est vrai) alors par définition, il ne peut pas y avoir de déflation puisqu'il y a une inflation. C'est une vision purement scolaire de la réalité économique que nous traversons et je considère que nous devons avoir une vision pragmatique mais aussi innovante de l'économie actuelle si nous voulons la comprendre.

C'est dans cet esprit que j'avais écrit un papier il y a quelques mois pour partager avec vous un nouveau concept que j'avais appelé « indéflation », à savoir que nous sommes à la fois dans une période de réelle inflation mais aussi de déflation et que contrairement à la théorie économique actuellement en vigueur, nous avons pour la première fois la coexistence de ces deux phénomènes dans nos économies occidentales et en particulier en Europe mais c'est également le cas au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Nous connaissons actuellement une période de taux d'intérêt bas, d'argent peu cher et un environnement de liquidités abondantes ! En clair, nous avons beaucoup de monnaie disponible. C'est donc là un phénomène très inflationniste et d'ailleurs nous constatons que cette inflation monétaire, cet excès de monnaie va s'investir dans les actions dont le niveau est plus élevé qu'avant crise alors que les perspectives économiques sont beaucoup moins bonnes.

Nous constatons que ces liquidités vont s'investir sur les marchés des matières premières comme l'énergie puisque le pétrole reste à des niveaux très élevés.

Nous constatons que les investisseurs adorent investir dans des entreprises qui ont un « pricing power », c'est-à-dire un « pouvoir sur les prix » en français, et qui sont capables d'imposer des hausses tarifaires quel que soit le contexte économique ou presque. C'est par exemple le cas d'Apple avec ces aïe-bidule que tout le monde s'arrache uniquement par effet de mode même si c'est deux fois plus cher qu'un produit autre de qualité sensiblement

équivalente !

Bref, vous voyez bien que certains « prix » augmentent et qu'en augmentant, ils jouent évidemment sur l'inflation qui reste très faible et très mesurée (comme l'a d'ailleurs indiqué Mario Draghi) mais elle reste positive.

### **Les facteurs déflationnistes sont tout aussi réels et nombreux !**

Je vous disais un peu plus haut que la définition de la déflation c'était la baisse des prix ou l'appréciation de la monnaie... au choix ! Dans la période économique que nous traversons, cette définition de l'inflation n'est à mon sens plus valable. Pourquoi ?

Parce que la déflation ne se fait pas par les prix mais par les baisses de salaires ! Si vous regardez ce qui se passe dans les pays du Sud de l'Europe comme en Espagne, au Portugal, en Italie et je n'ose même pas parler de la Grèce et de Chypre, vous voyez, et c'est incontestable, que les salaires des fonctionnaires sont baissés ! Les retraites sont diminuées ! En Espagne, en 2013, le salaire moyen des gens qui travaillent s'est réduit de 8 % en moyenne, ce qui est considérable, les salariés préférant accepter une baisse de salaire plutôt que de se retrouver licenciés à un moment où il n'y a plus de travail.

En Grèce, le taux de chômage des jeunes de moins de 24 ans est désormais de presque 62 % !! À ce niveau, nous ferions mieux de compter les travailleurs plutôt que les chômeurs puisqu'une écrasante majorité n'a tout simplement pas de travail !

Or dans la théorie économique classique, la déflation a cela de grave que lorsque tous les prix baissent, au bout du compte cela entraîne une baisse proportionnelle de votre PIB, de vos rentrées fiscales, etc., en période de déflation tout baisse !

Aujourd'hui, dans les pays d'Europe du Sud, le PIB ne baisse pas parce que les prix baissent mais parce que les salaires baissent et donc les rentrées fiscales baissent aussi, les magasins ferment, les entreprises font faillite ! Et ce sont exactement les mêmes conséquences dans une période déflationniste classique.

## **Les effroyables conséquences sociales et humaines de cette politique « indéflationnistes »**

Il faut bien comprendre l'effet redoutable de la période actuelle. Pour éviter la déflation classique, les autorités monétaires injectent des quantités impressionnantes de nouvelle monnaie afin de stimuler le système et créer artificiellement de l'inflation bien réelle pour certains prix, comme l'énergie ou l'alimentaire, qui augmentent chaque année.

Mais parallèlement, et c'est particulièrement le cas en Europe, pour retrouver de la compétitivité les pays européens sont tous engagés dans une course folle à la dévaluation compétitive par les coûts et les salaires puisqu'avec l'euro toute dévaluation monétaire nous est impossible pour ne pas dire interdite !

Nous baissons donc de façon autoritaire les salaires comme la Grèce le montre le mieux.

Résultat de cette politique, les peuples, les citoyens, les gens, vous et moi, nous sommes pris en étau entre des prix qui montent et des salaires qui au mieux stagnent et qui au pire, en fonction des pays, reculent plus ou moins fortement. En France, le pouvoir d'achat est en baisse ce qui est logique. Les charges, les impôts et les prix augmentent mais les salaires ne suivent pas. En Espagne, en Italie, en Grèce, au Portugal, etc., la situation est encore plus grave puisque là-bas les salaires baissent très fortement et les prix restent très élevés.

## **Les inconvénients de l'inflation et de la déflation !**

Nous commençons à bien percevoir les effets délétères et parfaitement prévisibles (relisez mon papier en annexe sur l'indéflation) de la politique monétaire désastreuse menée actuellement par nos élites.

D'un côté, nous avons les inconvénients d'une inflation relativement forte liée à la surabondance de création monétaire et de liquidités dans le système économique.

De l'autre côté, nous avons également les inconvénients d'une politique déflationniste via les salaires et les coûts qui conduisent à une diminution très importante des salaires, donc des revenus des ménages, aggravée par une politique d'ajustement non pas par une dévaluation monétaire mais par une

augmentation élevée du chômage.

Lorsque les prix montent et que les salaires baissent, la conséquence immédiate est bien évidemment l'appauvrissement des masses et des peuples dans des proportions presque jamais vues.

Si nous laissons faire le système économique, les salaires baisseraient mais également les prix, ce qui ferait certes baisser le PIB mais... nettement moins le pouvoir d'achat des gens.

Nous avons donc de l'inflation et de la déflation et n'en déplaise à Mario Draghi c'est une très mauvaise nouvelle que même une sortie de l'euro ne réglerait pas, dans la mesure où ce phénomène a aussi lieu aux USA et au Royaume-Uni. Pourquoi ? Parce que dans un monde ouvert et sans droit de douane, les Chinois à 150 euros par mois sont largement plus compétitifs qu'un occidental à 2 000 dollars, euros, ou livres sterling !

Pour rétablir notre compétitivité, il n'y a que deux solutions, et vous pouvez éliminer la solution monétaire vu l'écart de coût salariaux en l'espèce. Soit vous rétablissez les frontières et une forme de protectionnisme, soit vous faites diminuer de force nos coûts de production donc nos salaires. C'est évidemment le chemin emprunté puisque nos grandes élites politiques et économiques ont élevé la mondialisation et l'euro au rang de religion.

Nous allons donc tous être ruinés et c'est inéluctable. C'est la raison pour laquelle vous devez véritablement vous préparer à être résilients et les plus autonomes possible. Et si traditionnellement l'or baisse dans les périodes dites déflationnistes puisque la monnaie s'apprécie, l'histoire nous prouvera qu'en période indéflationniste l'or sera un refuge puisque nous avons bien une érosion monétaire d'une part et surtout d'autre part une insolvabilité généralisée des acteurs (États, banques, ménages, entreprises, etc.).

Restez à l'écoute

## **Le taux de chômage en Grèce atteint 28 %, un nouveau record et 62 % chez les jeunes...**

C'est une dépêche Reuters qui nous a appris aujourd'hui que le taux de chômage en Grèce a légèrement augmenté en novembre pour atteindre 28,0 %, un nouveau record historique, et qu'il s'établit chez les 15-24 ans à 61,4 % !!

Aujourd'hui en Grèce, tout le monde tente désespérément de retourner à la campagne et de quitter les villes où ils ne peuvent même plus se nourrir... Il ne s'agit pas de cas isolés mais bel et bien d'un véritable mouvement de fond et du premier exode urbain moderne de l'histoire contemporaine.

Vous devez comprendre qu'à la campagne il est possible de survivre chichement en étant relativement autonome, ce qui est strictement impossible dans nos grandes métropoles.

Vous devez comprendre que cet exode urbain grec préfigure les exodes urbains massifs que nous connaissons dans les 10 ans à venir (et vraisemblablement plutôt 5 ans) en France.

Les gens quitteront les villes pour les campagnes car dans les campagnes il y a toujours à manger... pas en ville. Le chômage et la misère seront plus douces dans les champs. Ce phénomène a d'ailleurs déjà commencé.

Cela pèsera bien évidemment sur les prix de l'immobilier dans les grandes villes et notamment Paris et l'Île-de-France.

### **La Banque d'Angleterre revoit à la hausse sa prévision de croissance à 3,4 % pour 2014 !**

LONDRES, 12 février – La Banque d'Angleterre (BOE), banque centrale de Grande-Bretagne, a élevé ses prévisions pour la croissance économique pour l'année 2014 à 3,4 %, soit plus que les 2,8 % estimés préalablement, selon le dernier rapport d'inflation sur l'économie publié mercredi.

Le gouverneur de la BOE, Mark Carney, a déclaré lors d'une conférence de presse que l'actuelle reprise économique en Grande-Bretagne n'est « ni équilibrée ni durable ».

Le Comité sur la politique monétaire de la BOE pensait que l'estimation de croissance pour les trois derniers mois de l'année 2013 passerait de 0,7 % à 0,9 %.

M. Carney a indiqué que la croissance du premier trimestre 2014 restera « solide » à environ 0,8 %.

L'économie britannique a gagné de la force depuis août 2013, le PIB s'élevant à 0,7 % au dernier trimestre 2013, alors que le taux de chômage s'est amélioré à un rythme plus rapide à 7,1 % pour la période allant de

septembre à novembre 2013.

Agence de Presse Xinhua

## **Analyse & décryptage**

Cela peut sembler une excellente nouvelle à ceci près que pour générer 3 % de croissance en 2013, les Britanniques ont dû consentir un déficit budgétaire de 7 % de leur PIB, subir une inflation relativement élevée et voir leurs salaires baisser d'une douzaine de pour cent ce qui fait dire qu'objectivement, la croissance profite à un seul quartier, d'une grande ville à savoir Londres, c'est-à-dire la City !

C'est une reprise économique pour les banquiers, pas pour la population anglaise.

## **Allemagne : recul de l'inflation en janvier**

BERLIN, 13 février – L'inflation allemande s'est repliée en janvier en raison de la chute des prix de l'énergie, selon des données officielles publiées jeudi.

L'indice des prix à la consommation (IPC) de l'économie européenne en général a grimpé de 1,3 % en janvier par rapport à l'année dernière, révèle l'Office fédéral statistique d'Allemagne.

L'inflation modérée est principalement due à la baisse des prix des produits à base d'huile minérale. Sur une base annuelle, les prix des produits à base d'huile minérale ont diminué de 5,2 %, alors que les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 3,6 %.

Mesuré par l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), le critère de référence de la Banque centrale européenne (BCE), le taux d'inflation annualisé de l'Allemagne était de 1,2 %, sous l'objectif du maintien de la banque de « inférieur à, mais proche de 2 % ».

Des données précédentes de l'Office statistique de l'UE montraient que le taux d'inflation annualisé de la zone euro était de 0,7 % en janvier, une baisse par rapport à 0,8 % en décembre 2013. Des économistes ont mis en garde contre une possible déflation dans la zone monétaire commune.

Le chef de la BCE Mario Draghi a affirmé la semaine dernière que la faible

inflation devrait se poursuivre dans les mois à venir, et la banque maintiendra une politique monétaire accommodante aussi longtemps que l'exigera la situation. Le taux d'intérêt de la zone euro est resté fixé à un plancher de 0,25 %.

Agence de Presse Xinhua

## **Analyse & décryptage**

Vous avez encore une illustration de ce phénomène que j'appelle l'indéflation. Une inflation certes mais faible, voire de plus en plus faible, et tenue à bout de bras par des injections de liquidités. Si on stoppe les injections monétaires alors on tombe en déflation pure.

Encore une fois, il n'y a pas de véritable croissance en Allemagne dans la mesure où là-bas aussi il n'y a pas d'évolution à la hausse massive des salaires. Cela va peut-être changer, mais ce n'est pas encore le cas, et les primes exceptionnelles reçues par quelques milliers d'ouvriers de chez Porsche sont réelles mais ne change rien en termes macro-économiques.

## **USA : les ventes au détail reculent de façon inattendue de 0,4 % en janvier**

« Les ventes au détail aux États-Unis ont accusé un recul surprise en janvier, selon les chiffres publiés jeudi par le département du Commerce.

L'indice des ventes des détaillants et restaurants établi par le ministère a baissé de 0,4 % par rapport à décembre en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés. La prévision médiane des analystes tablait sur des ventes stables. »

Eh oui, encore une fois, c'est à cause du froid... c'est vrai que quand on se caille on ne s'achète pas de vêtement chaud de type bottes, doudoune qui sont des vêtements plus cher qu'un tee-shirt d'été de façon générale. Or, la consommation de vêtement est en nette baisse. Étrange non? La consommation baisse à cause du froid... y compris dans les catégories où elle devrait monter justement à cause du froid ! On nous prend pour des imbéciles et les traders ne réfléchissent pas bien loin !



D'ailleurs les articles de sport baissent également très fortement. C'est dans cette catégorie que l'on trouve le matériel de grand froid, les skis, raquettes et autres trucs très vendus quand il y a beaucoup de neige.

## **USA : hausse plus forte que prévu des inscriptions au chômage (339 000)**

Les inscriptions hebdomadaires au chômage sont reparties à la hausse aux États-unis pour la semaine close le 8 février, selon les données publiées jeudi par le département du travail.

En données corrigées des variations saisonnières, elles se sont établies à 339 000, une hausse de 8 000 par rapport à la semaine précédente.

Alors évidemment, si l'économie est un peu gelée... c'est parce qu'il fait froid ! Cette excuse n'est pas crédible car il fait froid tous les hivers... et même que souvent il neige ! Certes l'hiver actuel est très rigoureux aux USA, et justement !! Cela devrait faire repartir logiquement la croissance par une très forte consommation d'énergie et cela devrait se voir dans le PIB comme cela a été le cas pour notre pays en 2013 ! La consommation d'électricité était tellement en hausse, que cela a rajouté 0,2 point de PIB !! Ce qui a permis à notre gouvernement de dire youpi tralala on est les plus forts !

Donc non, l'économie US patine parce qu'il n'y a aucune véritable croissance autonome non basée sur de la dette et de l'argent gratuit.

## **Le premier ministre italien Enrico Letta démissionne!**

Une nouvelle période d'incertitude politique va s'ouvrir en Italie avec la démission d'Enrico Letta.

Je vous laisse lire cet article de Point d'excellente qualité et qui résume parfaitement bien la situation politique italienne.

Nous en saurons sans doute plus demain.

## **Dongfeng proche à l'acquisition des actions de PSA Peugeot-Citroën**

BEIJING, 13 février – Le leader automobile chinois Dongfeng est sur le point d'acheter 14 % des parts de la société française PSA Peugeot-Citroën après des mois de négociations, a rapporté jeudi un journal chinois.

Le journal *National Business Daily* a cité une source proche de la transaction, en indiquant que les négociations touchaient pratiquement à leur fin et que les détails seraient bientôt dévoilés.

Si la transaction est conclue, Dongfeng deviendra l'un des trois actionnaires principaux du groupe PSA.

En janvier, PSA a annoncé un plan de collecte de fonds pour redynamiser l'entreprise en proposant des actions au gouvernement français et à Dongfeng, lesquels devraient en contrepartie déboursier environ 750 millions d'euros (1,02 milliard de dollars) pour acquérir 14 % des parts, soit l'équivalent des parts détenues par la famille Peugeot.

Cependant, la source a révélé que les négociations étaient difficiles car la famille Peugeot refusait de voir ses actions diluées et de transférer sa technologie à Dongfeng.

Les transactions des actions de Dongfeng à la Bourse de Hong Kong ont été suspendues lundi et ont repris mardi avec une annonce indiquant qu'un accord avec PSA sur la coopération d'investissement et de technologie devait encore être atteint.

En 2013, PSA a enregistré une baisse de 4,9 % de ses ventes à travers le monde en raison de la morosité du marché européen, tandis que le total des ventes de Dongfeng a progressé de 14,8 % pour atteindre 3,53 millions d'unités, soit le deuxième meilleur résultat en Chine.

Agence de Presse Xinhua

## **Analyse & décryptage**

Voilà une excellente nouvelle pour le Groupe PSA qui va, grâce à cette alliance, s'ouvrir pleinement le marché automobile chinois qui reste non seulement orienté à la hausse mais qui, en volume de véhicules vendus, est désormais le 1er marché devant... les États-Unis !!

Hélas, rien ne dit en revanche que le cœur de l'activité de ce groupe restera en France et cela risque de ne pas être bon pour l'emploi dans l'Hexagone.

# Pour certains, le prix de l'or n'a pas encore touché le fond... à voir !!

Charles Sannat 14 février

Selon une dépêche awp – « L'année 2014 s'annonce une nouvelle fois exigeante pour le prix de l'or. Le métal jaune n'a toujours pas touché le fond, malgré sa dégringolade de plus de 25 % en début d'année dernière, de près de 1 900 USD l'once à environ 1 200 USD. Le prix oscille désormais autour de 1 285 USD, mais pourrait tomber jusqu'à 1 000 USD, ont estimé jeudi les analystes interrogés par AWP vidéo. »

## **Commentaire Le Contrarien Matin :**

*C'est vrai. Le mouvement de correction entamé en 2013 aurait pu nous amener vers le niveau des 1 000 dollars l'once ce que j'ai toujours mentionné et dit car les 1 000 dollars étaient le seul support graphique dit de résistance. C'était valable en 2013. Or en 2013 la baisse a été stoppée et de nouvelles résistances graphiques ont été créées, du coup rien ne dit que l'or va retomber sur les 1 000 dollars, je pense même que l'année 2014 sera plutôt bonne pour le métal jaune qui est en hausse de près de 8 % déjà depuis le début de l'année.*

« En dépit d'un désamour persistant, 2014 ne devrait pas voir de nouvelle hémorragie chez les détenteurs d'or comme l'an dernier. La demande physique devrait toutefois rester handicapée par les difficultés rencontrées sur le sous-continent indien. Dans l'ensemble, les spécialistes d'UBS estiment que le prix de l'once pourrait encore s'affaïsser jusqu'à 1 050 USD, ce qui représenterait alors une bonne opportunité d'acquisition. »

## **Commentaire Le Contrarien Matin:**

*C'est complètement oublier la réalité de la politique indienne. En effet, de nouvelles élections auront lieu au premier trimestre 2014 et l'opposition actuelle qui est donnée largement en tête a indiqué de façon très explicite qu'en cas de retour aux affaires elles lèveraient les restrictions imposées au marché de l'or en Inde ce qui pourrait avoir un effet extrêmement haussier d'ici 3 à 4 mois sur le métal jaune. Il est évident qu'une immense bataille se joue autour de l'or et que les USA risquent de mettre une forte pression sur*

*le futur gouvernement indien pour qu'il revienne sur cette promesse électorale, mais il n'est pas certain qu'il n'y ait pas au moins quelques gestes de libéralisation du marché là aussi ce serait très haussier pour l'or. Il faut donc surveiller avec attention l'évolution de la politique indienne (ce que je tente de faire pour vous aider à anticiper les mouvements).*

« Credit Suisse de son côté juge que l'or pourrait même tester un plancher à 1 000 CHF. Le numéro deux bancaire helvétique n'entrevoit que peu de probabilité de remontée des cours, en raison notamment des taux d'intérêts réels au niveau mondial, de faibles chances de voire l'inflation s'équilibrer dans un avenir proche et de l'éloignement des craintes d'effondrement financier ».

### **Commentaire Le Contrarien Matin :**

*Comment dire, il est vrai que Credit Suisse, qui est une banque tout aussi fragile que les autres notamment parce que comme toutes les grandes institutions financières elle détient de nombreux produits dérivés hors bilan, ne va pas se tirer une balle dans le pied en disant que les banques vont s'effondrer. Pour Madame Nouy, la nouvelle patronne de l'autorité bancaire européenne, la vision est toute autre. En effet, elle n'a ni plus ni moins annoncé que toutes les banques européennes n'allaient pas pouvoir survivre et qu'il n'y aurait ni rachat ni fusion mais bien liquidation préventive avant faillite de tous les établissements jugés trop fragiles... Ambiance qui en dit long sur la solidité du système financier et « l'éloignement des craintes d'effondrement »!*

*Enfin, soyons clair, ce n'est pas le particulier français ni même américain ou européen qui influe réellement sur les prix de l'or coté à Londres ! Non, ce qui impacte directement le cours, ce sont les achats ou les ventes massives d'or opérées par des grands fonds d'investissements ou par de grands pays comme la Chine. Les fonds ont vendu leur position en 2013, ils n'ont donc plus rien à vendre. La Chine, elle, reste acheteuse d'or structurellement surtout vers les 1 200 dollars l'once et c'est la Chine qui a mis en échec les manipulations sur les cours de l'or par ses achats massifs tout au long de l'année 2013.*

« Le ralentissement programmé du vaste programme de rachat d'actifs par la Réserve fédérale américaine (FED) et l'embellie amorcée de la conjoncture

mondiale constituent autant d'obstacles à une revalorisation de l'ancien garant de stabilité préféré des investisseurs, estiment les analystes d'UBS. Le renchérissement du dollar et l'amélioration de la rentabilité des emprunts américains ne plaident pas non plus pour une hausse du cours. »

### **Commentaire Le Contrarien Matin :**

*Là je suis plutôt d'accord avec cet argument. Si la FED cesse définitivement ses injections de monnaie et qu'elle remonte fortement ses taux d'intérêt alors le placement en or perdra de sa pertinence dans un premier temps. Pourquoi ? Parce que dans un deuxième temps des taux d'intérêt très élevés, avec un endettement de plus de 104 % du PIB pour les USA les conduiront inévitablement vers le défaut et l'insolvabilité. L'immobilier s'effondrera avec des taux élevés, de même que la croissance économique qui sera étouffée, bref, la FED a bien précisé que les taux resteront bas encore longtemps... et l'or cher tout aussi longtemps. Les USA ne peuvent pas supporter des taux élevés, donc ils seront bas, donc l'or restera haut. CQFD.*

« Le récent renchérissement du prix de l'or répond selon UBS plus aux craintes sur les pays émergents qu'à un retour à de meilleurs fondamentaux. Le mouvement ne devrait d'ailleurs pas faire long feu, la hausse du cours étant interprétée par de nombreux acteurs comme une opportunité de vente. »

### **Commentaire Le Contrarien Matin :**

*Sauf que c'est faux et que les achats sont beaucoup plus importants que les ventes.*

*Sauf que c'est faux parce que les stocks d'or physique du Comex n'ont jamais été aussi bas, ce qui agite la « goldosphère » depuis plusieurs semaines et à juste titre tant les risques de défaut de livraison pour défaut de stocks sont élevés.*

*Sauf que c'est faux parce que la Deutsche Bank tente par tous les moyens de se tirer du marché de fixation des prix de l'or de Londres ce qui n'est jamais bon signe et que cette banque très fragilisée financièrement ne veut pas prendre de risque.*

*Bref, de très nombreux paramètres sont au vert pour l'or et je n'évoquerai même pas la vague de suicides des financiers anglo-saxons qui décèdent*

*brutalement ces derniers temps, l'un des derniers ayant été retrouvé suicidé d'une dizaine de coups de « clouteuse »... il devait s'en vouloir vraiment pour se tirer dessus à 10 reprises, ce qui est la preuve évidente qu'il s'agit d'un suicide (affaire classée par la police) et que le système financier est très sain !*

## **Le manifeste des économistes progressistes ...**

Publié le 14 février 2014 par actualites des 7 (R.Bibeau)

Je suis athée, je ne fréquente aucune mosquée – aucune synagogue – aucun temple – aucune chapelle – mais je visite l'agora des réseaux sociaux où la petite-bourgeoise sévit fréquemment. Mes pérégrinations m'ont amené sur un site web qui se «**Presse à gauche**»..., un peu trop pressé semble-t-il, car ces propagandistes diffusent un communiqué annonçant la parution du **manifeste** dont les signataires sont quelques «gauchistes keynésiens» implorant le gouvernement de changer ses politiques d'austérité. Le gouvernement Harper a-t-il la possibilité de modifier ses politiques économiques, en a-t-il la volonté et doit-il les changer ?

Quelle peut bien être la volonté d'un groupe d'économistes universitaires progressistes canadiens qui, d'un élan du cœur, font appel à Stephen Harper pour qu'il abandonne ses politiques d'austérité et fasse preuve de générosité envers le secteur privé ? Lisez le communiqué publié par ces écervelés : «*Ceci aidera le secteur privé à solidifier sa santé financière et l'incitera à accroître ses propres investissements, menant ainsi à une reprise de la croissance du secteur privé. Au contraire, la **réduction des dépenses gouvernementales** créera davantage d'incertitude chez un grand nombre de ménages et d'entreprises au Canada et elle affaiblira l'activité économique*» (1).

Misérables universitaires, Harper applique exactement la politique que les banquiers, les financiers et les PDG des entreprises monopolistes canadiennes et québécoises lui réclament, celle que vous lui suggérez.

S'il est vrai, comme ils l'énoncent, que : «*pendant la guerre, la crainte des déficits budgétaires a été mise de côté, et l'économie canadienne s'est vite rétablie*»... mais à quel prix ? Cinquante millions de morts plus tard l'économie canadienne n'était toujours pas rétablie contrairement à ce que prétendent ces malappris. Au contraire, au sortir de la guerre la dette publique

était catastrophique et c'est la reconstruction d'après-guerre, en Europe et en Asie, après toutes ces tueries, qui a permis aux monopolistes d'Amérique (USA + Canada) de profiter de la relance de l'économie. Suggèrent-ils ces petits-bourgeois désœuvrés que les gouvernements des pays industrialisés devraient amorcés une troisième guerre mondiale pour relancer l'économie tétanisée ?

Les économistes polémistes racontent dans leur missive adressée au Premier ministre que : «*Nous croyons que ces politiques d'austérité constituent une grave erreur. Non seulement la réduction des dépenses gouvernementales est inappropriée dans le contexte actuel, mais de plus la préoccupation première du gouvernement fédéral devrait être l'obtention de revenus élevés et le plein emploi pour tous les Canadiens*» (2).

Prenez note que tous les signataires de cette supplique sont des PHD en économie – de ces gens invités à vous expliquer comment faire marcher l'économie et comment remédier à l'anarchie du système. Pourtant, pas un de ceux-ci ne sait que le système économique fonctionne normalement obéissant aux lois impératives de sa gouvernance interne et que le gouvernement Harper en recevant le pouvoir politique des mains des capitalistes monopolistes qui ont financé son élection a reçu la mission de développer les politiques requises pour que ce système poursuive sa mission suprême. Si Stephen Harper impose des politiques d'austérité, c'est que l'économie canadienne est engagée dans une crise systémique globale et mondiale face à laquelle l'impérialisme canadien ne possède aucun levier pour inverser cette panade (3).

Le gouvernement canadien ne peut que réguler afin de pallier au plus pressé, soit tenter de maintenir la profitabilité des entreprises privées canadiennes et étrangères implantées au pays. Il est terminé le temps de l'essaimage des subsides gouvernemental pour gonfler un marché paralysé. Cette «solution» a été tentée par *l'État-providence* au cours des trente dernières années. Désormais, *l'État-corporatiste* transmet directement – sans aucun intermédiaire – le fruit des impôts et des taxes arrachés aux salariés et le dépose dans l'escarcelle des multimilliardaires et des banquiers. Le Québec s'est fait le champion de ces subsides aux entreprises mais les autres gouvernements en font autant.

Ces économistes universitaires sont tellement incompetents qu'ils sont

incapables d'observer la réalité. Ainsi, ils pleurnichent que : «*la préoccupation première du gouvernement fédéral devrait être l'obtention de revenus élevés et le plein emploi pour tous les Canadiens*» (4).

Prétentieux petits Phd, il n'y a aucune réduction des dépenses gouvernementales d'annoncées, au contraire, le budget fédéral déposé à la chambre des Communes le 12 février 2014 annonce une stabilité des dépenses fédérales soit 280 milliards \$ de déboursés (prévisions dépassées chaque année) alors qu'elles ont été de 282 milliards en 2013-2014 et elles étaient de 277 milliards \$ en 2011-2012 tandis que les *revenus élevés* s'accroissent chaque année depuis dix années (5).

En résumé, le gouvernement Harper fait exactement ce que vous lui recommandez et pourtant la crise systémique sévit depuis. Quant au «*plein emploi pour tous les canadiens*» dont vous vous gargarisez, aucun canadien ne l'a jamais vu ni ne le verra jamais car ce «grigri» est proscrit par la loi du profit.

De grâce retournez à vos cahiers dans vos universités, écoliers déjantés(6).

### *Nouvelle donne européenne :*

## À LA RECHERCHE D'UNE STABILISATION

13 février 2014 par François Leclerc

Comment comprendre que *les marchés* soient restés imperturbables ou presque à l'annonce du sévère jugement de la Cour constitutionnelle allemande à propos de l'OMT de la BCE ? Si l'existence de ce programme correspondait à un bluff sur le mode « retenez-moi, sinon j'y vais ! », sa mise en cause n'aurait-elle pas dû occasionner plus que de simples sourcils levés en guise de circonspection ?

Une des raisons de cette réaction limitée pourrait être que la BCE s'apprêterait à lancer un autre programme afin de lutter contre une désinflation trop prononcée, bien que Mario Draghi ne cesse de proclamer qu'il n'y a pas de danger de déflation pour tromper son monde avant de frapper un nouveau grand coup. Benoit Cœuré, de la BCE, évoque la possibilité de taux négatifs (au prétexte d'aider la relance du crédit aux entreprises, cela aiderait les banques à renforcer leurs fonds propres), mais



l'arme des taux est émoussée. Il pourrait aussi être question de battre monnaie, sans nécessairement acheter des titres souverains, ou à défaut de lancer un nouveau programme de prêts aux banques flirtant avec la création monétaire, comme celui qui arrive à sa fin et qu'il va falloir d'une manière ou d'une autre renouveler. Dans cette attente, l'incertitude profite à la BCE mais ne règle rien. *Les marchés* pourront-ils rester longtemps dans l'expectative, après avoir manifesté leur déception à la suite de la dernière réunion du Conseil des gouverneurs de la BCE, qui n'a rien entrepris ?

Ils pourraient bien avoir une autre raison de rester sereins, satisfaits de constater que si la Troïka semble avoir fait son temps dans sa configuration actuelle, la politique qu'elle a mise en œuvre est désormais bien ancrée dans les mœurs politiques. Cette instance de circonstance joue désormais le rôle de repoussoir, et les gouvernements sont prêts à quelques inflexions près à suivre ses exigences même si elle devait s'effacer. Notamment en matière de réformes structurelles, qui sont dans certains cas déjà bien avancées et sur lesquelles l'accent est désormais mis. En fin de compte, *les marchés* ne peuvent-ils pas s'accommoder d'une situation où domine le triptyque désinflation-pression récessive-chômage structurel, s'il est possible de la stabiliser. Une nouvelle crise de la dette et de l'euro serait donc contraire à leur intérêt et l'essentiel réside dans la poursuite de la protection du système bancaire, dont la grande préoccupation est de renouer avec une rentabilité sur fonds propres (ROE) et un bénéfice net par action à deux chiffres (hors bénéfices exceptionnels) : tout est fait pour attirer les investisseurs et satisfaire à moindre coût et a minima aux exigences réglementaires, à commencer par la réduction des effectifs.

Le retour sur le marché obligataire des États assistés s'engage vaille que vaille, imposant à ceux-ci des taux encore très élevés et les laissant sous la menace d'une hausse s'ils ne continuent pas à venir à résipiscence. Dans cette optique, le poids élevé du service de la dette va contrarier les efforts de réduction du déficit et impliquer la poursuite de la politique d'austérité ainsi que la réduction de voilure de l'État. L'ennui de cette politique est qu'elle mène tout droit à la *japonisation* de l'Europe, ce qui expliquerait l'imminence d'une nouvelle intervention de la BCE.

*Les iconoclastes (suite) :*

## **DETTE, TRAVAIL ET INÉGALITÉS... QUOI FAIRE ?**

13 février 2014 *par* François Leclerc

Inutile de présenter Adair Turner, l'ancien dirigeant du gendarme financier britannique (FSA), dont la référence aux activités financières « socialement inutiles » n'a pas été oubliée, entre autres propos iconoclastes de sa part. Dans [un entretien publié le 11 février dans Le Monde](#), il est revenu sur les causes de la crise et de l'instabilité du capitalisme, qu'il voit notamment dans « l'addiction à la dette privée ». Pour ensuite préciser que « tant que nous n'aurons pas trouvé une façon de bâtir une croissance qui ne soit plus fondée sur l'endettement et les effets de levier, nous retomberons dans les mêmes crises. » Parmi les causes qui sont à l'origine de cette addiction, Adair Turner voit « la tentation du recours au crédit pour soutenir la consommation ». Au titre des solutions, il préconise « la réduction des inégalités [qui] passe par des systèmes économiques plus redistributifs. »

Martin Wolf titre « Asservir les robots et libérer les pauvres » sa dernière chronique parue dans le Financial Times le 11 février également. Il constate que l'informatique va faire disparaître de nombreux emplois dans tous les domaines, en particulier les moins qualifiés et rémunérés, et va contribuer à accroître les inégalités de distribution des revenus.

Au chapitre des solutions, il n'y va pas par quatre chemins, estimant nécessaire de « redistribuer les revenus et la richesse ». Une telle redistribution pourrait prendre la forme d'un « revenu de base destiné à chaque adulte, accompagné du financement de l'éducation et de la formation à toutes les étapes de la vie. » En précisant que le financement pourrait provenir de taxes sur la pollution ou sur la rente, incluant la terre et la propriété intellectuelle, remarquant au passage que « les droits de propriété sont une création de la société »...

« La montée en puissance des machines intelligentes est une occasion historique », selon lui. Créant la possibilité d'une vie meilleure, il est néanmoins « possible que seule une petite minorité de personnes en soient les grands vainqueurs aux côtés d'un grand nombre de perdants ». Mais « une telle issue ne serait pas l'expression du destin ». Pour enfin conclure : « la technologie en soi ne dicte pas l'issue, les institutions économiques et

politiques le font. Si elles ne donnent pas le résultat que nous attendons, nous devons les changer »...

## Une déflation serait la dernière défaite de l'euro

Posté le 14 février 2014 par *Bcolmant*



Le piège économique se referme inexorablement dans la zone euro.

Le scénario de la déflation japonaise était connu. Il était même dénoncé comme le pire danger économique.

Et pourtant, par manque de vision et par obstinations politiques, la zone euro s'engage dans cette voie mortifère. Cette plongée dans des abysses économiques sera longue et effrayante car l'Europe a vécu sur un postulat de croissance depuis près de sept décennies.

Une déflation est bien pire qu'une inflation. En effet, une inflation peut être combattue par une augmentation autoritaire des taux d'intérêt et des contrôles des prix, au prix d'un tassement économique.

Par contre, une déflation est une épouvantable résignation parce que la politique monétaire classique devient inopérante. Elle entraîne le chômage, un marasme économique et une augmentation du taux d'intérêt réel (c'est-à-dire après déduction de l'inflation) des emprunts (publics et privés) qui contrarie les investissements.

Une déflation s'accompagne d'ailleurs souvent d'un piège de la liquidité, qui est une situation caractérisée par l'accumulation d'épargnes de précaution malgré des taux d'intérêt très bas.

Au titre d'exemple la vélocité de la monnaie, c'est-à-dire le rythme auquel les billets "tournent" dans l'économie, a baissé de 50 % en cinq ans.

C'est bien sûr grave car il n'est pas possible de stimuler la compétitivité et de baisser les déficits publics en période de déflation. Les causes de cette

déflation sont multiples : il y a bien sûr une désindustrialisation et l'onéreux Etat-providence dont il faudra solder l'endettement.

Pendant trop longtemps, l'Europe a cru pouvoir prolonger un modèle d'économie industriel alors que l'économie de marché est désormais fondée sur la flexibilité des facteurs de production et surtout la versatilité des foyers de croissance.

L'Etat ne peut donc plus jouer le même rôle redistributif que la reconstruction d'après-guerre et le modèle manufacturier avaient autorisé. Pourtant, il y a deux autres causes. La première erreur relève d'une grave myopie politique.

Dès la crise de 2008, il était évident qu'un terrible choc allait affecter l'économie réelle. En effet, la crise de 2008 n'était pas uniquement une crise des subprimes, mais un basculement sociétal fondamental. L'économie marchande adoptait les règles du libre-échange mondialisé dont l'ouverture des marchés et de l'Internet avait scellé les fondations.

L'année 2008 représenta une immersion brutale dans un capitalisme anglo-saxon dont le modèle est désormais devenu une norme de croissance. Ce choc de 2008 activa les stabilisateurs économiques des Etats qui durent, de surcroît, recapitaliser ou nationaliser les banques. La croissance de leur endettement était donc inéluctable, d'autant que le choc de vieillissement de la population commença à embraser les dépenses de pension.

Si l'endettement des Etats s'enflamma pour des raisons légitimes, il révéla aussi son effarante réalité : depuis des décennies, l'endettement de l'Etat sert à financer des dépenses de fonctionnement plutôt qu'il ne sert à investir dans des projets porteurs de croissance collective. Nous vivons donc aux dépens de futures générations.

Certains hommes politiques, tel Jacques Delors, avaient pourtant préconisé d'assoir l'Europe économique sur de grands travaux. Ils n'ont pas été écoutés. Face à la croissance de l'endettement public, dont les modalités furent d'ailleurs différentes selon les Etats-membres de la zone euro, les autorités européennes décidèrent d'imposer de violentes politiques d'austérité.

C'était évidemment une erreur totale, comme si la théorie keynésienne avait été lue par dyslexie. Dans les années trente, Keynes exhorta les pays en déflation des années trente à ne pas aggraver cette dernière par des politiques de rigueur. Il ne fut pas écouté alors que toutes les politiques déflationnistes

échouèrent (Laval en France, Hoover aux Etats-Unis, Brüning en Allemagne, etc.) jusqu'à en devenir des ferments de violence militaire. Au reste, la plupart des politiques de rigueur s'échouèrent dans la dévaluation (front populaire français en 1936 et gouvernement belge de Van Zeeland de 1935).

La contraction budgétaire est aujourd'hui scellée dans un pacte européen qui va inévitablement catalyser la contorsion économique. Ce pacte exige de diminuer l'excédent d'endettement public de 5 % par an afin d'atteindre un rapport de la dette publique sur le PIB de 60 %. Le pourcentage de 60 % n'est pas neuf puisqu'il fondait un des critères d'accession à la zone euro en 1999. Cette règle se conjugue désormais à ce qu'on appelle la "règle d'or" qui exige de ne pas dépasser un déficit "structurel", c'est-à-dire compte non tenu des aléas conjoncturels, égal à 0,5 % du produit intérieur brut (PIB).

Faute de pouvoir réaliser une dévaluation monétaire 'externe', l'Europe a imposé une dévaluation 'interne', c'est-à-dire une contraction budgétaire et des modérations salariales, traduites sous l'exigence de programmes d'austérité, désormais consacrés par le pacte budgétaire.

L'autre cause de la déflation est l'euro dont les erreurs de conception apparaissent désormais avec effarement. C'est ainsi que la logique des pays du Nord, qui était fondée sur une désinflation compétitive se transforme en déflation récessionnaire.

L'euro est devenu une monnaie génétiquement déflationniste et nous tombons dans un piège à la japonaise, c'est-à-dire celui d'une monnaie forte assortie d'un manque d'inflation et d'une croissance. L'Allemagne impose sa souveraineté monétaire à la zone euro.

Et, contre tout bon sens, l'obstination politique germanique écarte l'inflation, alors que l'assouplissement monétaire est poursuivi par les Etats-Unis, l'Angleterre et le Japon.

La déflation rendra les dettes publiques impayables. Sans inflation, je crains que nous sortions de cette crise d'endettement public " par le bas et par l'intérieur", c'est-à-dire par des effacements de dettes publiques dans les pays du Sud de l'Europe.

De plus, un autre risque se précise : c'est la hausse des taux d'intérêt. Les banques centrales ont toutes affirmé qu'elles garderaient les taux d'intérêt à un niveau plancher mais cela ne vaut que pour les taux à court terme. Les

taux à long terme sont, quant à eux, déterminés par les marchés.

Et il faut s'y préparer : ces taux à long terme vont augmenter pour plusieurs raisons : aboutissement progressif de l'assouplissement monétaire aux Etats-Unis (qui est équivalent à une baisse artificielle des taux à court terme de 2%), chute des devises émergentes, poussées d'inflation, etc.

Une telle hausse sera catastrophique pour une Europe, engluée dans la déflation et la récession. Que devrions-nous faire ? Aucune solution n'est idéale. Pourtant, il faudrait créer un choc d'inflation, c'est-à-dire déprécier fortement l'euro par un immense assouplissement quantitatif, soit un refinancement massif (correspondant à une création monétaire) des dettes publiques des pays fragilisés.

En d'autres termes, il faudrait s'inspirer de la politique monétaire japonaise contemporaine, puisque nous tombons dans un scénario nippon. Une inflation risque, bien sûr, d'entraîner une hausse des taux d'intérêt, mais on peut imaginer que les Etats contrôlent suffisamment le circuit du crédit pour la neutraliser.

Et cela ne suffira pas : il faudra réaliser que le retour à l'équilibre budgétaire n'est pas la solution alors que l'économie se contracte. Mieux vaut en effet, de grands projets d'infrastructure destinés à moderniser l'Europe au-delà des Etats-nations. L'Europe n'y est pas préparée. Elle se prépare à une décennie aride. Mais qu'on ne s'y trompe pas : la monnaie et l'ordre social ne sortiraient pas indemnes d'une déflation.

Ce serait la dernière défaite de l'euro.

## **Investissement: Gros nuages sur le financement des infrastructures**

Par [The Wolf](#) le 13/02/2014 • [Emmanuel Garessus/Le Temps](#) 12/2/2014

## The United States now ranks 25<sup>th</sup> in the world for infrastructure quality, down from 5<sup>th</sup> in 2002

Question: How would you assess general infrastructure (e.g., transport, telephony, energy) in your country?

1		Switzerland	11		Portugal	21		Barbados
2		Singapore	12		Luxembourg	22		South Korea
3		Finland	13		Denmark	23		Saudi Arabia
4		Hong Kong SAR	14		Bahrain	24		United Kingdom
5		France	15		Canada	25		United States
6		UAE	16		Japan	26		Qatar
7		Iceland	17		Belgium	27		Taiwan, China
8		Austria	18		Spain	28		Czech Republic
9		Germany	19		Sweden	29		Malaysia
10		Netherlands	20		Oman	30		Slovenia

SOURCE: World Economic Forum Global Competitiveness Report, 2012-2013

McKinsey & Company | 22

Avec l'acceptation du projet de financement du transport ferroviaire, la Suisse a trouvé une solution convenable à une partie de ses besoins d'infrastructures. Sur un plan plus général pourtant, de gros nuages menacent le financement des infrastructures dans le monde. Les sources traditionnelles se tarissent. Les Etats, surendettés, privilégient depuis des décennies les dépenses sociales. La part des investissements publics en infrastructures en Europe a d'ailleurs été réduite de moitié depuis les années 1970, chutant de 5 à 2,5% du PIB. Les banques, pour leur part, font face à des besoins accrus de fonds propres et ont d'autres objectifs en tête. De nombreux politiciens en déduisent qu'il appartient aux caisses de pension de prendre le relais. Ces institutions, pénalisées par les bas taux d'intérêt, soulignent leur intérêt. Mais ces espoirs sont-ils réalistes?

La recherche économique est étonnamment lacunaire sur l'investissement privé dans les infrastructures. Les institutionnels (caisses de pension, assurances) investissent 600 à 700 milliards de dollars en infrastructures dans le monde, estime la Banque européenne d'investissement (BEI) dans un récent document\*. Le montant paraît gigantesque, mais il ne représente que 1% de leurs avoirs.

Même si les institutionnels triplaient, voire quintuplaient leurs investissements en infrastructures au cours des dix prochaines années, ils ne contribueraient qu'à 5 à 10% des besoins, selon la BEI.

L'investissement total en infrastructures doit être placé dans son contexte. Privé et public, il atteint au total 3,7% du PIB en Europe occidentale entre 2006 et 2009. Depuis la crise, le montant a même diminué, malgré l'augmentation de l'investissement public.

La part du financement privé est largement sous-estimée. Ces dernières années, elle a été deux fois supérieure à la contribution de l'Etat en Europe occidentale (2,55% du PIB, contre 1,35%), selon la BEI. Mais sur le long terme, McKinsey est d'avis que 55% proviennent de l'investissement public en Allemagne, 54% en France, 59% aux Etats-Unis et 77% au Japon. La définition des infrastructures conduit souvent à des écarts majeurs dans ce type d'études. Avec McKinsey, le transport s'octroie 38% de l'investissement en infrastructures en Europe, les télécoms 19%, l'électricité 23% et l'eau 20%. Les infrastructures dites sociales (santé, écoles) ajoutent 1% de PIB à ce chiffre. Au cours des vingt dernières années, elles représentent 3,8% du PIB mondial, selon le consultant, davantage dans les pays émergents et au Japon et un peu moins aux Etats-Unis et dans l'UE (2,6%).

Les besoins futurs sont gigantesques. L'OCDE les évalue à 1800 milliards de dollars par an jusqu'en 2030, soit 2,5% du PIB annuel mondial, même 4% du PIB si l'on intègre la production d'énergie. Mais l'écart entre les besoins et les ressources est béant. Il faudrait 1000 milliards par an (1,25% du PIB mondial) pour le combler.

Contrairement aux idées reçues, ce sont les entreprises privées qui assurent la majeure partie du financement des infrastructures (2,22% du PIB). Le financement est en grande partie assuré non par l'Etat mais par 535 entreprises d'infrastructures cotées en bourse, qui représentent 6% de la capitalisation boursière mondiale. Ces sociétés font appel au public et lèvent environ 10 milliards de dollars par an uniquement en Europe.

D'autres véhicules sont employés pour le financement des infrastructures, par exemple les fonds de placement en infrastructures. Selon l'institut Prequin, ces instruments de placement lèvent 20 milliards par an au total. Les caisses de pension en sont friandes. Selon Towers Watson, sur un marché de 266 milliards de dollars composé de 53 fonds de placement, 62% des fonds en



infrastructures sont détenus par des caisses de pension, 8% par des fonds souverains, 8% des assurances et 1% des fondations.

Le financement de projet atteint 382 milliards en 2012, tant pour des infrastructures privées que publiques, mais il ne se limite pas aux infrastructures. Les partenariats public-privé représentent 20% du total. Mais leur contribution est au plus bas depuis 2001 et c'est un instrument avant tout britannique (49% du total).

Les caisses de pension sont très attentives au risque des placements et exigent une notation. Les grandes agences de notation répondent à ce besoin. Moody's a évalué 2400 milliards de dollars d'emprunts en infrastructures, dont la moitié en Europe.

Au sein des caisses de pension, les pionniers de l'investissement en infrastructures ont été australiens et canadiens. Actuellement, la part en infrastructures atteint 5 à 6% dans les institutions australiennes et 5% au Canada. Au total, les actifs institutionnels atteindraient 75 000 milliards. Selon Preqin, qui a analysé 600 caisses de pension pour 8400 milliards d'actifs, l'allocation moyenne en infrastructures s'élève à 3,3% et l'objectif est de la porter à 5%.

En partant de la situation actuelle, soit 1% d'allocation en infrastructures (750 milliards de dollars), une augmentation à 3% ou même 5% impliquerait une allocation de 2100, respectivement 3500 milliards. Ces capitaux sont énormes, mais ils ne permettraient d'accroître le PIB annuel mondial que de 0,2 à 0,4% et ne répondraient qu'à 10% des besoins d'investissements en infrastructures, selon la BEI.

En Europe, la situation est similaire. Une augmentation de l'allocation institutionnelle de 1 à 3% sur dix ans permettrait de générer 28 milliards d'euros par an, soit 0,2 à 0,4% de PIB. Les infrastructures ne constituent donc pas l'instrument qui permettrait de relancer une économie.

Les appels politiques aux caisses de pension ignorent aussi un point crucial. Les institutionnels doivent avant tout faire face à leurs engagements et assurer un rendement ajusté du risque qui s'inscrive dans ce cadre. Leur objectif n'est pas politique. En outre, les infrastructures sont des placements à très long terme. Leur liquidité est inférieure au capital-investissement et aux hedge funds. La prudence est de mise.

# Alerte ROUGE et censure étrange

Soumis par denissto le dim, 09/02/2014

Une étrange censure;

INSTAURATION DE LA LOI MARTIALE FINANCIÈRE!

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS S'ABROGE LE DROIT DE LÉGIFÉRER PAR ORDONNANCE EN VERTU DE L'ARTICLE 38 DE LA CONSTITUTION ( LOI MARTIALE) EN CE QUI CONCERNE LE PATRIMOINE DE TOUS LES POSSÉDANTS EN FRANCE:

Cette loi a été la première voté et adoptée par l'assemblée, le sénat et promulgué par le président de la république en 2014 , signé par tous ses ministres, elle prétends simplifier la vie des entreprise, alors qu'elle a été voté pour décider par voie d'ordonnance, de la valeur résiduelle du patrimoine des français qui est dilué en grande partie en parts sociales!

Le 5 février 2014, le site 24 h Gold qui publiait toutes mes chroniques a effacé tous mes articles , mon nom également des contributeurs, et a vite fait disparaître l' article concernant cette loi et qui ne se retrouve que sur ce site, juste en dessous de celui-ci.

Pourquoi 24HGold m'a fait disparaître, alors que ce sont eux qui choisissais mes chroniques, libre de les publier ou pas , ce qu'ils ont fait régulièrement, serait ce qu'ils ont eu peur, qu'on leur a demandé de se taire, vu le trafic important qu'ils génèrent? Ci dessous la preuve en cache google qu'il ont publié puis retirer rapidement cette chronique:

[http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:fADu-mG\\_41sJ:www.24...](http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:fADu-mG_41sJ:www.24...)

La situation actuelle est catastrophique,

voilà pourquoi il fallait passer cette loi discrètement, un simple coup d'œil sur le système bancaire français en dit long:

Capital des banques françaises 220 Milliards , dettes interentreprises 1600 Milliards € , dettes banques françaises 6000 Milliards €

Le total des dettes de nos 4 Giga banques est de 6 581 milliards d'euros, soit plus de 3 fois le PIB annuel de la France alors que le total des dettes des 8 plus grandes banques américaines est de 9 586 milliards de dollars soit 56 %

du PIB des États-Unis (chiffres du 3<sup>o</sup> trimestre 2013) !

Pour l'instant, tout va bien, pas de tsunami bancaire

<http://zebuzzeo.blogspot.fr/2013/11/vers-une-faillite-monstre-des-banque...>

Le seul qui a dénoncé le système bancaire français a été condamné!

<http://chevallier.biz/2013/11/l%E2%80%99amf-les-gos-banques-ca-ose-tout-%20...>

<http://chevallier.biz/2013/11/banques-asymetrie-d%E2%80%99information-et...>

Dormez braves gens

## [Votre écran vaut de l'or... ou du saphir](#)

14 février 2014 | [Cécile Chevré](#)

Sans y faire vraiment attention, il y a de grandes chances que vous ayez recours à eux tous les jours. Eux, ce sont les écrans tactiles. Smartphone, tablette, ordinateur portable mais aussi bornes SNCF ou RATP, écrans de contrôle... votre univers domestique est envahi par les écrans tactiles.

La semaine dernière, j'observais mon filleul de 19 mois s'emparer de mon iPhone, le débloquent en glissant son doigt sur l'écran, toucher l'application album photos et faire défiler les clichés sans sourciller. Une génération née avec un écran tactile dans les mains et qui serait bien en peine de se servir des téléphones à cadran de ma propre enfance... (oui, tout ceci ne nous rajeunit pas, cher lecteur...).

Les écrans sont donc partout. De votre réveil à votre coucher, vous allez lire, consulter, rechercher, téléphoner, écrire, travailler grâce à eux.

### **Apple passe au saphir**

Ils sont tellement importants qu'une littérature pléthorique est publiée dès qu'une innovation en la matière se profile. Un exemple : les nombreux articles qui ont relayé dans les médias l'information selon laquelle Apple équiperait ses prochains iPhone 6 et/ou iWatch d'un écran incassable.

Ces écrans seraient composés de saphir. Le cristal de saphir est en effet réputé pour sa dureté. Intégré dans les écrans équipant les smartphones de la marque à la pomme, ils les rendraient à la fois incassables et résistants aux rayures.

Evidemment, l'information est sujette à caution... et ce d'autant plus que, comme nous le verrons dans une toute prochaine *Quotidienne*, le saphir n'est pas forcément la panacée en matière d'écrans tactiles.

Cependant, l'information n'a rien d'anecdotique. Elle démontre l'importance vitale que les écrans tactiles ont pris depuis quelques années. Si Apple est près à investir plusieurs millions de dollars pour améliorer ses écrans, c'est pour une bonne raison.

Et pourtant, si aujourd'hui leur utilisation est devenue un réflexe, il a fallu du temps à ces écrans tactiles pour s'imposer dans notre quotidien. Retour en arrière...

### **60 ans d'existence**

L'histoire des écrans tactiles commence dans les années 50, en 1953 très précisément. Hugh Le Caine, un musicien canadien, invente le premier synthétiseur électronique, la saqueboute. Celui-ci est en partie commandé par ce qui est le premier dispositif tactile de l'histoire : des petits capteurs qui lui permettent de contrôler le volume de son synthétiseur ainsi que son timbre.



Hugh Le Caine joue la saqueboute électronique,  
Centre national de recherches, Ottawa, [1954].  
Photo: CNR Canada. (avec l'autorisation du Conseil National de Recherches Canada)

Puis, dans les années 60, un universitaire de l'Illinois invente PLATO (*Programmed Logic for Automated Teaching Operations*), un écran tactile équipé de capteurs infrarouges pour permettre à ses étudiants de répondre à un questionnaire en touchant les réponses sur l'écran d'un ordinateur.

PLATO est ensuite repris en main par IBM qui commercialise pour la première fois un écran tactile en 1972, le PLATO IV. Celui fonctionne grâce des LED infrarouges placées tout autour de l'écran et qui permettent de repérer l'action d'un doigt dans une des 12 zones délimitées par les LED. Evidemment la précision est loin d'être celle de votre smartphone préféré...



PLATO IV développé par IBM

La révolution tactile est lancée ! L'écran tactile est progressivement amélioré : capacité à comprendre et interpréter des pressions simultanées, amélioration de la précision, fusion de l'appareil de contrôle et du dispositif d'affichage (ce qui vous permet par exemple de toucher directement l'écran de votre tablette), utilisation d'un stylet, compréhension de touches complexes (et donc compréhension de l'écriture manuscrite, etc.

### **Une lente prise de pouvoir**

Mais c'est en 2007 que les écrans deviennent réellement un objet de notre quotidien avec le lancement de l'iPhone. Depuis, c'est l'explosion... La plupart des téléphones sont aujourd'hui équipés d'un écran tactile. En 2013, le tactile représentait ainsi 80% du marché de la téléphonie mobile. Et le taux de progression atteignait 10% par mois en 2013...



Lancement de l'iPhone en 2007

1953-2007... il en a fallu du temps pour qu'une technologie qui nous paraît aujourd'hui indispensable prenne place dans nos usages quotidiens.

Plusieurs raisons à cela. Les principales raisons sont techniques. Fragilité et coût de ces écrans tactiles ont longtemps empêché que les constructeurs les proposent au grand public.

Il a fallu aussi améliorer cette technologie et créer des ordinateurs ou des téléphones ayant des capacités de vitesse et de calculs permettant leur utilisation.

Enfin, leur usage n'est pas adapté à tous nos besoins. En effet, et ce même jusqu'à aujourd'hui, les technologies tactiles n'apportent pas grand-chose

pour un utilisateur de PC.

L'échec (à relativiser tout de même) de Window 8 est le symbole de la difficulté que le tactile a à conquérir le marché des PC. L'année dernière, seuls 12% à 15% d'ordinateurs portables vendus étaient tactiles. Ce qui veut dire que 9 acheteurs de PC sur 10 n'ont que faire de pouvoir toucher leur écran... Et pourtant, le nouveau système d'exploitation de Microsoft était censé donner un gros pouce au marché du portable tactile.

Malgré ces limites, les écrans tactiles sont aujourd'hui au coeur de toutes les attentions. Normal, la valeur de ce marché est passé de 1,5 milliard de dollars en 2008, à plus de 6 milliards en 2011 et devrait atteindre les 22 milliards de dollars d'ici 2016.

## **Montebourg veut redresser productivement l'Euro à coups de pelle dans la nuque**

Par H. Seize - *Hashtable*  
Publié le 11 février 2014

La sueur perle sur son front. Il ahane, la fatigue faisant parfois sentir une langueur pénible dans ses muscles mis à rude épreuve. Mais Arnaud n'abandonne pas. C'est une question de principe, de motivation interne, c'est une façon de canaliser ce feu ardent qui nourrit son ardeur, fait vibrer ses tripes et bouscule ses pensées dans un bazar cosmique effervescent et coloré. Sans se relâcher, Arnaud repart au combat.

Et il ne s'en laissera pas conter. On ne la lui fait pas, à lui : les choses vont mal, certes, mais la foi bouge des montagnes, et tant pis si la sienne ressemble à un numéro d'équilibriste du cirque Bouglione, et tant pis s'il pousse sur la mauvaise montagne qui, d'ailleurs, est plutôt une grosse pile de vieux linges sales : Arnaud ira jusqu'au bout, il ne lâchera rien, il n'abandonnera pas.

Depuis le début de cette année, les semaines qui sont passées dans le calendrier sont comme des années pesant sur ses nerfs tant la conjoncture fut difficile et la réalité, chafouine, aura refusé de se plier à ses injonctions pourtant pleines de convictions. Ainsi, rudement, il avait évoqué rapidement l'idée de [claquer le museau de Google](#), ce dragon étranger venu piétiner les données personnelles du petit peuple français dont il avait la garde, lui et les autres preux ministres-chevaliers de la Table Gauche. Il avait donc réclaté une relocalisation autoritaire en France des données du grand animal vorace,

avant de se faire expliquer en coulisse que ses demandes étant grotesques, il fallait à présent émettre rapidement un démenti poli mais ferme et que non non, finalement, on va s'arranger discrètement merci passons à la suite.

Et quelle suite ! Si, pour le dragon des internets et des lolcats, les allers et retours du cabinet montebourgeois ont bien fait rire les internautes attentifs à la démonstration de confusion et d'incompétence qu'ils offraient au public, au moins le brave Arnaud se retrouve en terrain connu lorsqu'il s'agit de parler entreprise et économie en général, et monnaie européenne en particulier.



Et pour Arnaud, après avoir tour à tour désigné comme ennemis de la France économique les Coréens, les Allemands et, de façon générale, tous ces méchants étrangers qui tentent de racheter nos bijoux français, il fallait passer à un registre un peu différent, bien que toujours déclamatoire et toujours délicieusement teinté de ce dirigisme colbertiste aux senteurs vieille France.

Et pour que sa voix porte bien, que ses petits mouvements de mentons puissent convoyer correctement toute l'impétuosité et le caractère indiscutable de ses demandes, il s'est donc adressé directement au MEDEF. Ça lui change de parler à des patrons d'entreprises étrangères qui ont cette fâcheuse tendance à lui dire « oui » devant et « n'afoutr » derrière et qui lui

laissent dans la bouche cet abominable amertume que l'échec risible lui provoque trop souvent.

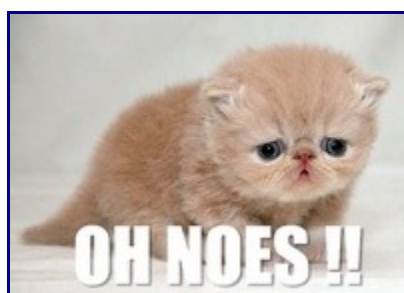
C'est pratique, le MEDEF ! Groupement de copains et de coquins habitués au capitalisme de connivence étatique, pas un de ses membres ne peut prétendre pouvoir se passer vraiment de l'État français et pour Arnaud, il est dès lors bien plus facile de fanfaronner qu'avec un vendeur de pneus américains ou de ferrailles indiennes. L'angle d'attaque est tout trouvé : utilisons ce Pacte de Responsabilité, bricolage improbable d'un François Hollande alors coincé entre deux actualités ridicules à base de quenelles et de casque de scooter !

En substance, comme l'État français va mettre en place un Pacte de Responsabilité (avec l'évident brio qu'on lui connaît déjà), le courageux Arnaud demande en retour que les entreprises qui en bénéficieront (forcément) créent près de deux millions d'emplois. Pouf, parce que bon, c'est évident :

« J'observe que sur ces cinq prochaines années, si la conjoncture est celle que nous prévoyons, la France créera environ un million d'emplois. Dans le même temps, nous aurons aussi 650.000 nouveaux arrivants sur le marché du travail. Du coup, le chômage ne baissera que d'un point. Pour moi, l'objectif en termes de contreparties serait au minimum la création de 1,65 million d'emplois de manière à ce que l'effort des entreprises puisse contribuer à une baisse de 2 à 3 points du chômage. »

Fastoche. Un million d'emplois créés qui sortent par ce petit tuyau ici, et une injection de plus d'un demi-million par ce gros tuyau là, et donc conclusion il faut que ce petit tuyau-ci débite presque deux fois plus en ajustant le volant ici, la manivelle ici et là, et en appuyant sur le gros bouton, pouic voilà c'est fait, et un quart de tour sur le bidule là et c'est bon on ne touche plus à rien. Ça va le faire. « *Si la conjoncture est celle que nous prévoyons* », hein, bien sûr !





Pauvre Nono. S'il n'avait pas cette capacité à frétiller aussi stupidement, on le prendrait presque en pitié. Car inévitablement, ça va piquer un peu lorsqu'encore une fois (et comme toutes les putains de fois précédentes depuis 40 ans), on se rendra compte que la conjoncture n'a pas été celle qu'ils prévoyaient (oooh, zut), que la croissance anémique n'a pas permis de créer les emplois prévus, que le pacte de responsitruc se traduit par une petite bouffée d'air tiède à l'odeur douteuse, et que les entreprises n'ont pas pu jouer le jeu, sabotées qu'elles sont par les bonnes idées de taxes nouvelles et d'impôts rigolos novateurs que le reste du gouvernement se sera empressé de trouver d'ici à Noël prochain...

Bien sûr, Arnaud a probablement, enfoui au plus profond de son être intrépide, joyeux, primesautier même, cette petite pincée de lucidité qui lui permet de comprendre, sans en rien laisser paraître, que tout ceci n'est qu'une mascarade supplémentaire que seules ses grimaces comiques arriveront à faire passer dans les médias français. Mais qu'importe : il ne joue pas l'avenir de la France, mais plutôt la montre ou son avenir propre.

Et dans ce cadre-là, rien ne vaut les déclarations à l'emporte-pièce. Alors, en plus de ces millions d'emplois créés à gros bouillons et doigt mouillé, on va aussi exhorter le reste de l'Europe à suivre le mouvement qui, de loin, ressemble bien à celui, vertical et circulaire, d'un cheval de bois sur un manège enfantin aux lampions clignotants, Arnaud juché dessus et criant « Yahou ! » l'air émerveillé. Et quand je dis circulaire et vertical, je m'explique : à court d'idées nouvelles, les caciques du PS reviennent régulièrement, circulairement même, à cette chimère qu'en tripotant la monnaie, on pourra créer de l'emploi et de la croissance. Et vertical, parce que cette fois, il s'agit d'impulser un tel mouvement, vers le bas, [à la monnaie européenne](#).

C'est, bien sûr, parfaitement idiot.



**D'une part**, idéologiquement à peine armés d'un petit couteau pour affronter la guerre économique moderne, les socialistes proposent ici une non-solution qui n'a jamais fonctionné nulle part, et vont se faire déchiQUETER par le crépi du mur de la réalité sur lequel ils viendront se frotter langoureusement, et nous avec, pour ne pas changer les bonnes habitudes qui foirent. Une baisse autoritaire de la monnaie, décidée par une banque centrale et une autorité politique, parfaitement artificielle, sera bénéfique exclusivement pendant le temps nécessaire aux ajustements du reste des marchés (monétaires, de matières premières, de transports, d'énergie, de biens manufacturés et de services). Quelques semaines ou quelques mois plus tard, l'effet de la dévaluation sera estompé, et l'Europe (la France en premier lieu) se prendra de plein fouet les réajustements inévitables : le pétrole sera plus cher, tous les produits dérivés l'utilisant aussi, le coût du transport grimpera, etc... Même dans un monde où la France serait à peu près autonome, très majoritairement exportatrice, l'opération serait risquée et aux effets éphémères. Dans le monde actuel, une dévaluation sensible se traduira par un jeu à somme nulle, dans le meilleur des cas (et la « souplesse » actuelle des marchés montre qu'on en sera loin). Et pour une France majoritairement importatrice, cela sera extrêmement douloureux à moyen et long terme.

**D'autre part**, une telle mesure ne pourrait s'envisager qu'en imprimant massivement de l'Euro (ou en achetant des sommes colossales de dollars, de yens et de livres, ce dont on n'a pas les moyens), ce qui ne manquera pas de réjouir nos copains du Nord qui adoreront l'idée de diluer leur monnaie dans nos conneries. Comme, de surcroît, les Européens sont plutôt placés sur le chemin de la déflation, générer suffisamment d'inflation pour dévaluer l'euro revient à injecter (on ne sait pas trop comment) des montants titanesques dans l'économie, avec le risque évident de perdre tout contrôle des phénomènes déclenchés. Et même si on peut trouver fort drôle Montebourg allant chercher sa baguette de pain avec une brouette d'Euros fraîchement imprimés, globalement, c'est une bien mauvaise soupe qu'il veut nous vendre ici.

Comme dans tout manège, le plaisir ne dure que tant que la musique joue et avec ces « solutions », la musique s'arrêtera vite. Les socialistes comme notre brave Arnaud n'ont toujours pas compris le problème. Refusant obstinément la réalité parce qu'elle est trop moche, ils continuent de bidouiller l'économie, refusant de voir que l'augmentation continue des vexations fiscales appauvrit tout le monde, finances du pays incluses, refusant de voir que seule la diminution effective, massive et à tous les niveaux d'un État obèse pourra sauver leurs miches, refusant de comprendre que le problème, c'est l'État, c'est eux, c'est leurs idées pourries et leurs méthodes rances. Ce pays est foutu.

## **Croissance : l'Europe reste à la traîne des Etats-Unis**

Par [Catherine Chatignoux](#) | 14/02 | [Les Echos](#)

**La zone euro est en récession en 2013, malgré un rebond en fin d'année. La croissance dans la zone euro a été un peu meilleure que prévu au dernier trimestre 2013 et devrait être plus robuste cette année.**

S'il est encore strictement limité à la sphère économique, c'est tout de même un léger parfum de printemps qui souffle sur la zone euro. L'activité y a en effet enregistré une [croissance un peu plus forte que prévu](#) au quatrième trimestre 2013, de +0,3 % au lieu des 0,2 % anticipés, après une stagnation au trimestre précédent. C'est la meilleure performance observée depuis le deuxième trimestre 2011. Surtout, commente Chris Williamson, chef économiste chez Markit, qui publie régulièrement des enquêtes de conjoncture, cette accélération de l'activité est désormais mieux répartie dans la zone euro, comme si la division entre le Nord et le Sud, qui semblait s'être installée comme une nouvelle donnée structurelle s'estompait. Si l'Allemagne a enregistré, d'octobre à décembre, une [hausse de son PIB de 0,4 %](#), plus élevée que prévu, tout comme la [France où la croissance a atteint 0,3 %](#), les économies de la périphérie ont aussi fait preuve de robustesse ; la hausse du PIB a atteint 0,3 % en Espagne, 0,5 % au Portugal et l'Italie est enfin sortie de la récession après huit trimestres consécutifs de contraction et un trimestre de stagnation : « *Ces chiffres montrent clairement que les efforts de ces pays pour booster leur compétitivité portent leurs fruits et se transforment en bons résultats économiques* », assure Chris Williamson.

## **L'Europe est à la traîne**

En dépit de ce rebond de la fin d'année, la zone euro a affiché une nouvelle contraction de son PIB en 2013, en recul de 0,4 %. Un résultat à peine meilleur que la récession de 0,6 % enregistrée en 2012.

L'Europe reste à la traîne des Etats-Unis, qui ont affiché une croissance de 0,8% au quatrième trimestre (après +1,0% au troisième). Même retard par rapport au Royaume-Uni, qui affiche une santé insolente avec une croissance de 0,7% fin 2013 et de 1,9% sur l'ensemble de l'année. Mais les économistes pensent que l'accélération observée fin 2013 devrait se confirmer au cours des prochains mois. Il faudrait alors corriger les prévisions, plutôt pessimistes faites jusqu'ici pour 2014. Si elle se poursuit au rythme actuel, la croissance pourrait dépasser les 1,1 % envisagée par la Commission européenne.

## **Le gouvernement japonais appelle les services publics à dépenser 40 milliards d'euros**

Par [Les Echos](#) | 14/02 | [Les Echos](#)

Tokyo presse les agences de l'Etat et les autorités locales de dépenser l'essentiel d'une rallonge budgétaire de 40 milliards d'euros d'ici à juin afin de soutenir l'économie, a annoncé vendredi le ministre des Finances.

Afin de soutenir l'économie, le gouvernement japonais veut qu'on dépense au plus vite une rallonge budgétaire de 40 milliards d'euros, a annoncé vendredi le ministre des Finances, Taro Aso. Il a expliqué vendredi avoir demandé aux agences de l'Etat et aux autorités locales de dépenser environ 70% de cette enveloppe d'ici à fin juin et 90% d'ici à fin septembre. « *En demandant aux ministères d'encourager fortement à l'utilisation rapide de ces fonds supplémentaires, nous voulons être pleinement préparés aux risques de ralentissement de l'activité liés à l'augmentation de la taxe sur la consommation* », a-t-il expliqué.

Début février, le Parlement a adopté en effet une rallonge budgétaire de 5.500 milliards de yens (40 milliards d'euros) pour doper l'activité, notamment via un programme de travaux publics dont le calendrier n'avait pas été précisé, comme il est d'usage. Une bourde vite rattrapée : l'échéancier présenté ce vendredi témoigne d'une volonté claire d'accélérer le mouvement.

Car il y a danger. Le 1er avril, la taxe sur la consommation (équivalente de la [TVA](#) française) passera de 5% à 8%, afin de permettre au Japon de mieux contrôler une dette publique qui atteint aujourd'hui 250% de son produit intérieur brut (PIB), un niveau sans égal au sein des pays développés (voir le graphique comparatif ci-dessous).

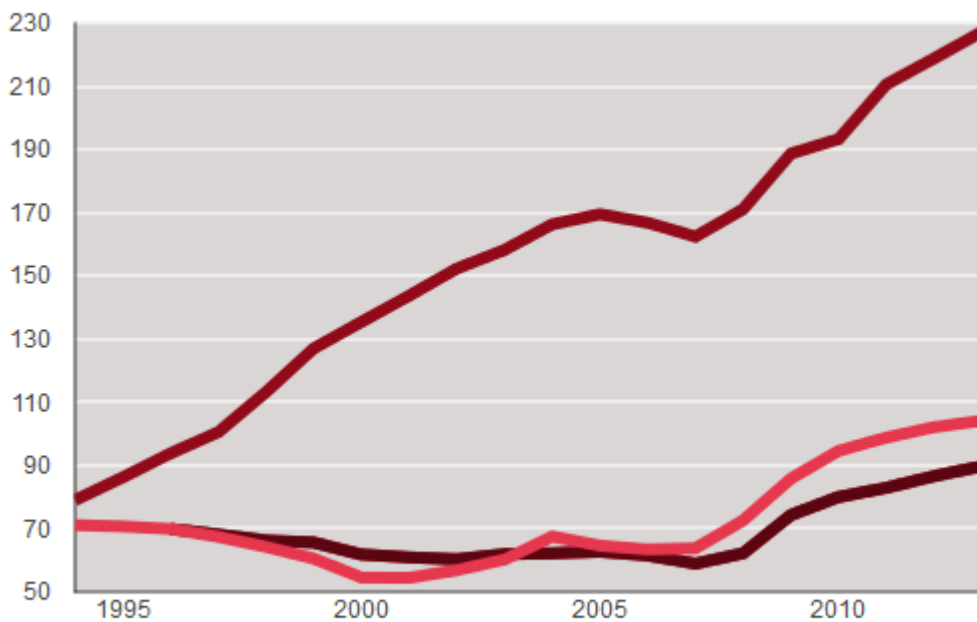
Les économistes s'accordent à dire que les consommateurs vont se précipiter pour effectuer des achats avant la date fatidique, mais que cette ruée sera fatalement suivie d'une chute de la consommation. Le plan de soutien vise donc à atténuer ce contre-coup. Il doit permettre de payer de nouveaux travaux pour la reconstruction de la région du nord-est dévastée par le tsunami de 11 mars 2011 mais aussi de préparer les jeux Olympiques de 2020 à Tokyo, ou encore fournir des aides pour l'embauche des jeunes, des femmes et des handicapés.

### **Politique monétaire assouplie**

Le gouvernement publiera lundi une première estimation de l'évolution du PIB au dernier trimestre 2013. La croissance a nettement accéléré au premier semestre 2013, soutenue par la consommation des ménages et de premières dépenses supplémentaires lancées par le Premier ministre de droite Shinzo Abe, tout en bénéficiant des retombées positives d'une [politique monétaire assouplie qui a permis de marquer de premiers points contre la déflation](#) . Malgré ces signaux, la croissance a ralenti au troisième trimestre à mesure que les ménages, dont les revenus stagnent, réduisaient leurs dépenses.

## Dette publique

(en % du PIB)



SOURCE : Eurostat, Commission européenne, OCDE